

**PROCES-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU JEUDI 10 AVRIL 2025**

L'an deux mille vingt-cinq et le dix avril à dix-huit heures et cinquante-quatre minutes, le Conseil municipal de la commune de Trois-Ilets s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence du Maire M. Arnaud RENE-CORAIL.

Présents :

M. le Maire, Arnaud RENE-CORAIL,

Mmes : Nadia ACCUS-ADAINÉ, Marthe ROUVEL, Myriam PINVILLE, Carole BOULET, Nathalie HABRAN, Marlène MAIKOOUVA, Esther DOMERGE MAIKOOUVA.

MM. : Willy HABRAN, Serge PAIN, René GALY, Hervé MENIL, Fred PONCHATEAU, David JEAN-BAPTISTE EDOUARD, Yves RACINE, Serge SAINTE-ROSE.

Membres absents ayant donné procuration :

M. Clément JEAN-ALPHONSE à M. Arnaud RENE-CORAIL,

M. Antonio JAÏR à M. Serge PAIN,

Mme Marielle BOCALY à Mme Carole BOULET,

M. Cédric LASSEGUES à Mme Nadia ACCUS-ADAINÉ,

Absentes excusées : Mmes Hortanse GARLIN HAUSTANT, Bénédicte BARDOUX.

Absent excusé : M. Albert-André PINVILLE.

Absentes : Mmes Stévine CELESTIN, Nathalia GUILLOIS, Laurence LOPEZE.

Absents : MM. Robert RENE-CORAIL, Lionel SAINT-PRIX, Giovanni JUBENOT.

L'assemblée compte 16 élus présents, 4 procurations, 3 absents excusés et 6 absents. Le quorum est atteint et le Conseil municipal peut donc valablement délibérer.

Monsieur David JEAN-BAPTISTE EDOUARD est désigné secrétaire de séance, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ORDRE DU JOUR

1 - PROJET DE POSE DE CENDRIERS URBAINS

2 - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 06 MARS 2025

3 - MODIFICATION D'ACTES DE CREATION DE REGIES DE RECETTES « ACCUEIL COLLECTIF DES MINEURS » ET « GARDERIE PERISCOLAIRE »

4 - APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPERATION « ACQUISITION ET INSTALLATION D'UNE SIRENE D'ALERTE DE LA POPULATION – VILLE DES TROIS-ILETS »

5 - SUBVENTION CAF ET DETR 2025 - APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPERATION « AMENAGEMENT DE L'ESPACE NUMERIQUE DES TROIS-ILETS »

6 - AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA SAEM PSRM - DEMANDE DE PARTICIPATION

7 - REMBOURSEMENT SINISTRE AUTOMOBILE

8 - REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEDOUANEMENT DE COLIS AVANCES PAR LE DGS

9 - RENOUELEMENT DE LA CONVENTION TERRITOIRIALE GLOBALE ENTRE LA CAF ET LA VILLE DES TROIS-ILETS

10 - CESSION DE LA PARCELLE CADASTREE A929 A LA SOCIETE DENOMMEE HPB – HÔTEL POINTE DU BOUT

11 - CREATION DE POSTE AU 1er MAI 2025

12 - VOTE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 – COMMUNE

13 - AFFECTATION DU RESULTAT 2024 – COMMUNE

14 - VOTE DES TAUX D'IMPOSITION – COMMUNE

15 - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 – COMMUNE

16 - VOTE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 - PORT DE PLAISANCE

17 - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2024 – PORT DE PLAISANCE

18 - VOTE DU BUDGET ANNEXE 2025 - PORT DE PLAISANCE

19 - MODIFICATION DES TARIFS DES REDEVANCES PORTUAIRES

20 - AJOUT DE PRESTATIONS FACTURABLES A LA REGIE PORTUAIRE

21 - QUESTIONS DIVERSES

Le Maire salue les membres de l'assemblée et les remercie de leur présence. Avant de procéder à l'appel et d'entamer les autres points à l'ordre du jour, il propose de commencer la séance par le dossier relatif aux cendriers urbains présenté les Services Techniques, représentés ce soir par Madame Nicole PERIAN et Monsieur Valéry RENE-CORAIL. Il laisse ensuite la parole à Madame Camille SITZ, représentante de la société Alcome, pour la présentation du dossier.

1 - PROJET DE POSE DE CENDRIERS URBAINS

Madame SITZ se présente et explique être la représentante de quatre filières de recyclage sur le territoire. Elle propose de présenter Alcome, l'éco-organisme pour la réduction des mégots dans l'espace public.

L'objectif de cette société est de réduire la présence des mégots au sein de la commune. Pour cela il dispose de soutiens qui sont mis à disposition des communes pour mettre en place de cendriers de rue ou proposer des actions de sensibilisation au problème de ce déchet.

La ville de Trois-Ilets, qui est considérée comme touristique, a ainsi droit à un soutien de 1,58 euro par habitant, qui permettra de mettre en place des solutions pour réduire ce type de déchets sur son territoire.

Pour bénéficier de ce soutien, la ville devra dans un premier temps identifier des hotspots, c'est-à-dire des points sensibles où l'on retrouve ce type de déchets. Cela peut être par exemple au niveau des arrêts de bus, de la mairie, des marchés, des plages.

Une fois ces hotspots identifiés, des solutions seront mises en place pour les réduire. La ville sera être équipée notamment de cendriers de rue par exemple, et toute une communication sera mise en place sur les réseaux sociaux de la ville et dans les endroits fréquentés par les usagers.

L'objectif est de voir vraiment la différence entre l'avant et l'après la présence Alcome sur la commune, c'est-à-dire une fois les différents équipements installés.

La collectivité devra par conséquent :

- Établir un état des lieux et donc identifier les différents hotspots.
- Mettre en place un plan d'action, sachant que sur le portail de l'éco-organisme il y a vraiment tout qui est fait pour simplifier au possible la vie de la collectivité. On y trouve déjà tout un panel de communication que la ville pourra utiliser, mais elle pourra faire ses propres affiches si celles proposées ne lui convenaient pas.
- Mettre ensuite en place des mesures spécifiques dans le règlement de la police municipale. De la même manière, des exemples d'arrêtés municipaux sont proposés, et s'ils ne convenaient pas, la ville pourra toujours faire les siens.
- Assurer le vidage des cendriers via le prestataire vidant actuellement les corbeilles de rue sur le territoire.
- Et remettre, à la fin de l'année, un bilan à l'éco-organisme.

Donc normalement, en fin d'année 2025, si la ville accepte de conventionner avec Alcome, elle devra le faire figurer dans son bilan.

Ensuite, elle pourra aussi :

- y mettre des photos d'avant et après l'installation des équipements d'Alcome, sur les plages par exemple où il y a beaucoup de mégots.
- Mentionner ses actions de sensibilisations, lors de ses marchés ou de ses événements par exemple, visant à inciter les usagers à ne pas jeter leurs mégots par terre comme on voit encore trop.

En contrepartie, Alcome :

- Financera la part du nettoyage, notamment grâce aux 1,58 € par habitant.
- Mettra gratuitement à sa disposition des cendriers de rue, ainsi que de petits cendriers de poche, qui pourront être distribués lors de manifestations et permettre ainsi de faire de la sensibilisation. L'objectif, bien sûr, n'est pas de distribuer pour distribuer, mais le faire aux personnes concernées, c'est-à-dire les fumeurs, et de faire de la sensibilisation.
- Mettra aussi à disposition une boîte de communication.

Pour information : Madame SITZ projette à l'écran des images des petits cendriers en question. La dotation contractuelle est de 50 cendriers par an par tranche de 1 000 habitants. Une dotation supplémentaire pourrait être attribuée pour distribution en cas de grosse manifestation de la ville.

La contractualisation

La contractualisation avec Alcome se fait en quatre étapes.

La première étape est de fournir les renseignements administratifs et la délibération. Il faut absolument de la délibération du Conseil municipal.

Comme c'est le cas pour la communication et les arrêtés municipaux, des délibérations et des contrats types sont déjà établis par Alcome, qui fait vraiment en sorte de simplifier au maximum le conventionnement avec les communes.

Madame SITZ se propose d'envoyer ou de renvoyer des contrats et/ou des délibérations type, où il y aura juste à renseigner les informations propres à la ville.

Une fois la délibération prise, il faut l'importer sur le portail pour passer aux étapes suivantes.

Il faut ensuite fournir un état des lieux de la commune : nombre d'habitants, superficie, nombre d'agents municipaux, logistique de la ville en matière d'enlèvement des déchets etc.

Et à la fin de l'année (« en fin de bilan »), les soutiens sont versés en une seule fois.

Madame SITZ procède ensuite à la projection des différents matériels qu'Alcome peut mettre à disposition de la commune.

On y trouve :

- Les éteignoirs, de petites plaquettes que l'on accroche au niveau des corbeilles de rues déjà existantes. Il en existe de différents styles. L'objectif est uniquement d'éteindre, d'écraser le mégot pour éviter que cela ne prenne feu, avant de le mettre dans la poubelle sur lequel est l'éteignoir.
- Différents dispositifs de collecte qui peuvent être installés au niveau des hotspots qui auront été identifiés en amont : dispositifs carrés ou allongés, de tailles différentes, fixables au mur ou sur un panneau de signalisation
- si adaptés, car il s'agit de gros modèles, des cendriers « un peu ludique » où en gros, on pose une question *au* milieu et les gens votent en mettant leur cigarette.

A l'issue de sa présentation, Madame SITZ rappelle être disponible pour toutes les étapes du conventionnement et même après.

Elle accompagne les communes dans l'identification des différents hotspots. C'est d'ailleurs ce qu'elle fait actuellement avec plusieurs communes dans le sud.

Elle les aide à choisir le cendrier qui va être le plus adapté à l'endroit choisi. Celui-ci peut être différent selon qu'il s'agisse des abords des plages ou au niveau des arrêts de bus par exemple.

A l'issue de sa présentation qu'elle a voulu la plus concise possible, elle se propose de répondre aux éventuelles questions.

Le Maire remercie Madame SITZ et demande confirmation que dans le financement de l'opération, 1,58 € est apporté par l'association Alcome, et que pour le reste, un cendrier par exemple, c'est la commune qui achète et qui pose.

Madame SITES confirme pour les 1,58 €, mais répond que la ville n'achète pas les cendriers qui sont en fait inclus dans le soutien à la ville. En fonction du nombre d'habitants et des hotspots identifiés, Alcome livrera un certain nombre de cendriers de rue à la ville qui n'aura rien à avancer.

Les 1,58 € par habitant auxquels a droit la ville, c'est vraiment pour l'accompagnement dans la mise en place d'actions.

Cela peut être par exemple, comme cela s'est déjà fait, une opération aux abords de plage avec des scolaires qui vont peindre des boîtes de conserves usagées. Et sur un petit panneau placé à l'entrée des plages figurera par exemple : « Ceci est votre cendrier pour la journée, merci de mettre vos mégots dedans ». Les usagers pourront ainsi les utiliser et les jeter ensuite.

En collaboration avec l'association Entreprises et Environnement, l'opération pays propre a été organisée avec l'école Ilet Charles sur la plage de l'Anse Mitan, où ils ont fait une catégorisation du nombre de mégots collectés pendant une heure. Typiquement, cela fait partie des actions validées par Alcome.

Le Maire revient sur sa question et insiste pour faire comprendre qu'il ne parlait pas de l'acquisition des cendriers, mais de leurs supports.

Madame SITZ répond alors que si la ville est équipée de corbeilles de rue (ce que confirme le Maire), elle aura droit à X éteignoirs qui pourront être posés sur ces corbeilles pour inciter à bien jeter les mégots dedans. Il n'y a rien à payer pour cela car inclus dans le quota de moyens de collecte de la ville.

Le Maire demande ensuite s'il y a des questions.

Madame Esther DOMERGE MAIKOOUVA : « Alors, bonsoir, j'ai bien écouté la présentation de votre projet qui me ramène à très loin dans les années 70, où en Martinique, on avait déjà des cendriers de rue. Et je vois là que c'est sensiblement la même chose, revue, corrigée, améliorée. Voilà. Alors je ne sais pas si vous êtes remontée jusqu'à cela pour savoir qu'on avait déjà des cendriers de rue.

Et en fait la question que je me pose ... est-ce que cette proposition que vous faites ... bon je ne parle pas de rentabilité pour la collectivité mais le bien-fondé de l'usage auprès des administrés.

Et aussi, quand je regarde aussi le cendrier de poche, c'est un cendrier avec couvercle, l'ergonomie avec couvercle, c'est-à-dire que la personne va devoir ouvrir et mettre son mégot et sa cendre. Et dans le temps, on avait un système de cendrier justement avec tirette, qu'on avait dans nos maisons ... et il y avait la tirette, et ça s'ouvrait et ça se refermait automatiquement.

Est-ce que vous pensez que le cendrier de poche ... l'ergonomie de ce cendrier permettra un usage effectivement optimal pour les administrés, et est-ce que pour la collectivité, si elle fait l'acquisition de ces cendriers-là que ça va vraiment avoir une portée qui pourra être écologique et voilà, et permettre aux personnes d'avoir un comportement justement qui puisse permettre que l'on puisse faire face à ce problème de mégots qui pourraient être sur la voie publique ».

Madame SITZ répond que c'est vrai que le mégot est un petit déchet, mais que justement, de mettre en place ce type d'action permettra aussi aux usagers de prendre conscience que pour

un aussi petit déchet, beaucoup d'énergie a quand même été mise en place pour essayer de le collecter.

L'utilisateur va se dire « Je jette bien mon mégot, mais est-ce qu'à la maison, je jette bien ma bouteille, mon canapé, mon frigo etc. ». C'est en fait aller aussi plus loin qu'uniquement le mégot en l'occurrence.

C'est vraiment de mettre en place une réelle prise de conscience des administrés sur la question. En 2025 ce n'est juste plus possible de jeter son mégot par la fenêtre de sa voiture ou de le laisser sur la plage. Il faut (et Madame SITZ émet l'espoir) que les communes mettent en place des actions, des moyens pour que les usagers se défassent de ce type de déchets.

Concernant l'ergonomie du cendrier, c'est vrai que c'est un modèle qui a été développé au niveau National, et elle pense qu'il va rester dans l'état. Après, l'objectif n'est pas de le distribuer vraiment à tout le monde, mais d'identifier au sein d'une manifestation les personnes qui ont besoin d'un cendrier.

On s'orientera donc forcément directement vers les fumeurs qu'on voit lors de la manifestation pour leur dire « Attends, qu'est-ce que tu fais de ton mégot ? Si tu veux, moi j'ai un petit cendrier de rue, je peux te le donner. Et une fois qu'il est rempli, ou bien tu le vides chez toi, ou tu verras que des cendriers ont été installés dans la commune. Tu les ouvres, tu y vides le tien et tu le réutilises ».

Madame DOMERGE MAIKOOUVA : « Par rapport à ce que vous êtes en train de me dire, je suis en train de me dire, *l'effet rebond* justement, est-ce que justement le cendrier par exemple de rue, les personnes justement, il y a tout un travail presque d'acculturation à arriver à l'éco-citoyenneté sur beaucoup de points, pas seulement sur ce projet-là, et est-ce que vous ne pensez pas peut-être que ces cendriers-là puissent encore donner plus de soucis, puisque même si le mégot n'est plus par terre, mais le petit cendrier de poche-là, quand la personne est embarrassée avec ça, ... bah ... pour ceux qui ne sont pas initiés à l'éco-citoyenneté, hé ben ... ils vont jeter le mégot par terre. Ils ne vont même pas aller peut-être, je pense, le jeter dans la poubelle ».

Madame SITZ répond qu'il n'y a aucune obligation de distribuer les petits cendriers de poche. Ce sont vraiment de petits goodies en plus que la ville peut proposer à ses administrés. Mais il n'y a aucune obligation de les distribuer.

Monsieur MENIL salue l'assemblée et demande confirmation qu'il s'agit d'une aide annuelle à la collecte et qu'il n'y a pas d'acquisition de cendriers. Après confirmation de Madame SITZ, il estime l'aide à environ 10 000 € vu que la commune a 6 800 habitants à peu près. Madame SITZ précise que celle-ci s'élève à 11 442 € sur l'année, et il demande alors s'il s'agit d'une aide ad vitam que l'on perçoit dès la mise en route du dispositif.

Madame SITZ répond que le dispositif arrive à échéance en 2027 parce que l'agrément de l'éco-organisme court jusque-là, mais qu'il sera certainement renouvelé. En général, sa durée de validité varie entre 3 et 5 ans.

Monsieur MENIL acquiesce, puis fait remarquer que « Philippe Maurice » fait partie des actionnaires d'Alcome, et en conclut que ce sont donc les vendeurs qui maintenant payent qui pour ramasser.

Madame SITZ répond par la négative, et explique que c'est comme l'éco-participation. Quand on achète par exemple un téléphone, on paye une éco-participation. C'est exactement le même principe ici mais sur les cigarettes. C'est comme à la maison. Il y a une éco-participation sur la plupart des appareils, dont les cigarettes.

Monsieur GALY souhaite aborder le même sujet mais aller un peu plus loin en expliquant que les éco-organismes touchent une écotaxe, et que c'est à partir de cette participation qu'Alcome

finance cette opération. Après que Madame SITZ ait acquiescé, il demande si c'est cet éco organisme qui se charge de vider les poubelles.

Madame SITZ répond par la négative. Ce sera à la charge du prestataire de collecte habituel de la ville. Mais dans la mesure où il s'agit de déchets très peu lourds, cela ne va pas forcément avoir d'impact réel sur la collecte. Mais « typiquement », c'est au prestataire ou aux Services Techniques de vider les cendriers situés à proximité des poubelles, suivant l'organisation de la ville.

Monsieur GALY fait remarquer qu'il existe ici des éco-organismes qui assurent le ramassage.

Madame SITZ répond le savoir et en représenter certains. Mais en l'occurrence, on ne peut pas mettre un prestataire de collecte uniquement pour ce type de déchets qui représentent extrêmement peu en termes de poids.

Madame DOMERGE MAIKOOUVA : « Juste une autre question pour moi. Alors ce que je souhaiterais savoir, pour pouvoir voir un peu le rapport avec les autres collectivités, combien de collectivités ont déjà fait l'acquisition de ce dispositif ».

Madame SITZ répond que les communes ayant déjà conventionné avec Alcome sont le Gros Morne, le Vauclin, le François, Sainte-Anne, toutes les communes du territoire de la CACEM qui a la compétence nettoyage, et bientôt la ville du Saint-Esprit.

A la note d'humour du Maire qui dit que le nord ne fume pas, Madame SITZ avoue avoir du mal à mobiliser cette zone.

A une question hors micro, Madame SITZ répond que la CACEM a la compétence nettoyage et peut donc conventionner avec Alcolme, ce qui n'est pas le cas de l'Espace Sud n'a pas cette compétence et qui ne peut donc pas le faire.

Madame DOMERGE MAIKOOUVA demande si Alcome a déjà fait un petit bilan avec les communes ayant déjà fait l'acquisition de ce dispositif.

Madame SITZ répond que c'est encore trop récent et qu'elles ne sont pas encore équipées.

Madame DOMERGE MAIKOOUVA : « Elles ne sont pas encore équipées, d'accord. C'est-à-dire que le dispositif est en cours d'installation », ce que confirme Madame SITZ.

En l'absence d'autres questions, le Maire propose de remercier Madame SITZ pour sa présentation, ainsi que les représentants des Services Techniques. Cette dernière remercie à son tour les membres du Conseil municipal.

A 19 heures, en l'absence d'objection, Monsieur David JEAN-BAPTISTE EDOUARD est nommé secrétaire de séance, et le Maire procède à l'appel des élus.

Le quorum est atteint et le Conseil municipal peut donc valablement délibérer.

Le Maire revient ensuite sur l'objet du dossier, à savoir ce projet de pose de cendriers qui a été abordé sous l'optique de l'écologie par les agents des Services Techniques.

L'école Ilet Charles, ainsi que l'agent de la SEEN, ont collecté beaucoup de mégots sur la plage de l'Anse-Mitan. C'est quelque chose que l'on en retrouve aussi dans la mer et ailleurs.

Le Maire souligne le fait que l'installation de ces cendriers nécessitera bien sûr du mobilier urbain, puis met en avant la sensibilisation de la population, avant de mettre aux voix le projet de pose de cendriers qui est voté à l'unanimité des membres présents.

Il poursuit ensuite l'examen des points à l'ordre du jour.

2 - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 06 MARS 2025

Comme d'habitude le PV a été adressé, avant la convocation au Conseil, à l'ensemble des élus, même si tous n'étaient pas présents ce jour-là.

Le Maire fait lecture de l'ordre du jour de ce Conseil municipal du 06 mars, et demande s'il y a des objections.

Monsieur SAINTE-ROSE fait observer que les questions diverses qu'il a transmises par mail au secrétariat n'apparaissent pas, et que même si elles ont été traitées, rien n'indique que c'est lui qui les a posées.

Le Maire propose donc de mettre dans le PV du jour que les questions diverses :

- 13-2 - Débordement des regards d'eaux usées à l'anse Mitan et prévention de la pollution dans la zone d'habitation,
 - 13-3 – Travaux d'installation des chéneaux d'accès aux pontons,
- ont été posées par Monsieur Serge SAINTE-ROSE, élu de la ville.

En l'absence d'autres observations, il met aux voix le PV qui est voté à l'unanimité -1 abstention (absent à ce conseil).

3 - MODIFICATION D'ACTES DE CREATION DE REGIES DE RECETTES « ACCUEIL COLLECTIF DES MINEURS » ET « GARDERIE PERISCOLAIRE »

Le Maire fait lecture du rapport de présentation.

Ce rapport concerne la Caisse des Ecoles et donc la commune. Il y a lieu de modifier les actes de création des régies de recettes afin d'actualiser les modes de paiement des frais liés à la garderie et à l'accueil collectif des mineurs (ACM).

Les régisseurs actuellement en place sont maintenus, et les tarifs en vigueur sont également maintenus.

Les paiements pourront être effectués par les moyens suivants :

- Espèces (dans les limites légales - jusqu'à 300 € maximum),
- Chèque,
- Virement bancaire,
- Carte bancaire avec ou sans contact.

Le Maire demande s'il y a des questions ou des objections, puis met aux voix le dossier qui est voté à l'unanimité des membres présents.

Concernant cette modification de la régie, et dans la mesure où ce n'est pas indiqué, Madame ROUVEL demande si des moyens de paiement supplémentaires ont été ajoutés. Ceux-ci sont en effet indiqués sans que l'on puisse voir le changement.

Le Maire explique que mettre « avec ou sans contact » est une responsabilité. Il était indiqué que l'on pouvait payer par carte, mais il manquait le fait que cela soit possible avec ou sans contact.

4 - APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPERATION « ACQUISITION ET INSTALLATION D'UNE SIRENE D'ALERTE DE LA POPULATION – VILLE DES TROIS-ILETS »

Le Maire rappelle l'objet du rapport.

Il s'agit de faire une demande de subvention. La sirène de la ville est en effet à bout de course, et il convient donc de la remplacer.

Le projet prévoit :

- Une sirène d'alerte à l'Anse Mitan qui devrait être installée sur le bâtiment du Centre de natation, pour un montant de 29 578 €.
- Une autre à l'Anse à l'Ane sur le bâtiment de la Maison pour tous, pour un montant de 29 578 euros.
- Et enfin une pour le bourg qui devrait être installée à l'emplacement de l'actuelle sirène, soit le bâtiment Développement économique, Comptabilité, pour un montant de 28 548 €.

Soit un montant global estimé à 87 704 €.

Une demande de subvention de 80 % du montant sera adressée à l'État dans le cadre du DETR 2025, soit 70 163,20 €. Les 20 % restant, soit 17 540 €, seront à la charge de la commune.

Le Maire rappelle qu'il s'agit d'un montant prévisionnel, demande s'il y a des questions, puis met aux voix le dossier qui est voté à l'unanimité des membres présents.

5 - SUBVENTION CAF ET DETR 2025 - APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPERATION « AMENAGEMENT DE L'ESPACE NUMERIQUE DES TROIS-ILETS »

Le Maire rappelle l'objet du rapport.

En réponse à un appel à projets de l'Etat, une demande de subvention concernant l'opération « Aménagement de l'Espace Numérique des Trois-Ilets » a été déposée auprès des services instructeurs.

Le montant total des dépenses prévisionnelles est de 33 324 €, et :

- 20% de ce montant est demandé à l'Etat dans le cadre du DETR 2025, soit 6 664,80 €,
- 60% à la CAF, soit 19 994,40 €,
- La commune gardant à sa charge les 20% restant (6 664,80 €).

Il faut maintenant attendre la réponse des co-financeurs.

Le Maire demande s'il y a des objections, puis met aux voix le plan de financement qui est voté à l'unanimité des membres présents.

6 - AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA SAEM PSRM - DEMANDE DE PARTICIPATION

Le Maire rappelle l'objet du rapport.

Après avoir rappelé que c'est Monsieur GALY qui représente la ville au sein de l'usine du Galion, il explique que l'établissement connaît un déficit chaque année parce que suffisamment de canne n'y sont pas livrées.

Il faudrait encore 1 000 ha de canne plantés et livrés. Il ne suffit en effet pas de les planter mais il faut aussi les livrer, car l'an dernier il y a eu de la canne non coupée et non livrée. Ce qui va encore accentuer le déficit.

C'est la CTM qui, comme hier le faisaient le Conseil Général et le Conseil Régional, apportait au capital chaque année, avec l'État. C'est interdit parce qu'il s'agit d'une Société d'Economie Mixte. Ce n'est pas possible de mettre de l'argent comme ça chaque année pour pouvoir soutenir l'activité cannière et sucrière particulièrement.

Pour maintenir le Galion, la solution est effectivement que l'ensemble des actionnaires publics et privés puissent apporter de l'argent. Et le Maire tient à dire que l'argent qui serait apporté le serait à fonds perdus. Il ne faut pas croire qu'un beau jour l'établissement puisse le rembourser.

La ville est propriétaire d'actions depuis très très longtemps comme toutes les communes, et donc toutes sont appelées à apporter au capital afin de permettre la continuité de l'activité sucrière.

C'est là un vrai acte politique et pas du tout un acte financier. Il s'agit de savoir si le martiniquais veut que le Galion continue à produire du sucre. C'est simplement cela.

Monsieur GALY a souhaité quand même ajouter, qu'à l'occasion d'une rencontre, il a été effectivement dit c'est là un patrimoine qu'il faut garder, même si celui-ci est sous perfusion. La raison pour laquelle il n'y a pas de canne, c'est qu'il n'y a pas de terrain mis à disposition du Galion pour que l'on puisse en planter. Il y a en effet beaucoup de terrains libres, mais leurs propriétaires ne veulent pas les louer, les vendre ou les mettre à disposition à cette fin. Et c'est ça le véritable problème du Galion.

Monsieur SAINTE-ROSE s'interroge sur l'identité des actionnaires privés du Galion.

Le Maire répond qu'un petit dossier recensant l'ensemble des actionnaires publics et privés sera transmis par mail aux élus.

Il rappelle que la ville détient 100 actions (50 nouvelles et 50 anciennes) qui valent 3 766 euros, puis cite quelques noms de la liste des actionnaires privés du Galion, en notant que cette liste nécessite d'être mise à jour (certains n'existant plus) : la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers, le Crédit Agricole, la SODEMA, COFIDOM, BNP, SGBA, Le Lareinty, les Associations de Planteurs du Centre de Trinité, DUCHAMP Philippe, GALLET DE SAINT-AURIN, Goujon, LUCIE, De RAYNAL REMIR, RANLIN Guy, CTCS (centre technique de la canne et du sucre), l'Union des Sicav Martinique, l'association des MPI, CGTM PPM, Antilles glaces, Etablissements Dormoy, SAS canne à sucre etc.

Les actionnaires privés détiennent au total 95 114 actions et ceux qui détiennent le plus d'actions sont :

- La COFEP qui détient 71 716 actions. Il s'agit d'une société qui récupère quasiment tout le rhum grand arôme, c'est-à-dire directement sorti de l'usine et différent du rhum agricole.
- La distillerie de DILLON avec 12 500 actions.

S'agissant d'une Société d'Economie Mixte, Monsieur SAINTE-ROSE demande confirmation que les collectivités y sont majoritaires, et (après que le Maire l'ait confirmé) dans quelle proportion, en mentionnant au préalable le taux de 80%.

Le Maire répond que c'est impossible d'aller au-delà. Le taux de perte est tel aujourd'hui qu'il oblige, soit les actionnaires à mettre de l'argent, soit à liquider l'établissement.

Monsieur SAINTE-ROSE demande si ce sont les privés ou les collectivités qui sont concernés par cette augmentation.

Le Maire répond qu'elle concerne tout le monde au vu de la situation actuelle. Dans le système financier français, lorsque le total des pertes est quasiment égal au montant du capital et autres, la société doit être liquidée.

Or il n'est pas question de liquider l'usine. C'est la raison pour laquelle le Maire dit qu'il s'agit là d'un acte politique. L'augmentation de capital est obligatoire.

Monsieur SAINTE-ROSE souhaite connaître le tonnage qu'il faudrait produire pour pouvoir sortir de ce déficit.

Le Maire explique qu'il faut encore 1000 ha de canne plantée, c'est-à-dire quasiment 200 tonnes de sucre de plus.

Monsieur SAINTE-ROSE demande si ces 1000 ha supplémentaires permettraient de couvrir les besoins de l'île qui importe aujourd'hui du sucre.

Le Maire répond 1000 ha de canne supplémentaires permettraient peut-être d'arriver un peu à l'équilibre, mais pas de couvrir la consommation locale. Pour cela, il faudrait avoir de nouveau 10 000 ha de canne plantés, ce qui est impossible. La Martinique achètera toujours du sucre.

A une intervention hors micro, le Maire explique qu'il s'agit là de l'équilibre financier. Celui-ci pourra être atteint en terme que canne broyée, de coût de revient, et il ne sera pas nécessaire chaque année d'ajouter de l'argent comme c'est le cas actuellement.

Mais il y aura toujours l'aide aux petits planteurs, ce qu'ils appellent l'aide à la balance. Ça c'est autre chose. Cette aide de la CTM continuera à être versée aux producteurs de canne. Cela ne change pas. Ce n'est pas de l'argent que l'on met dans l'usine, où chaque année la CTM devait couvrir des pertes. La collectivité ne peut plus continuer à le faire.

A une intervention hors micro de Monsieur PAIN, Monsieur GALY répond que ce qui a été dit, à travers les discussions qu'il y a eues, c'est qu'il y a plein de terres en friche qui auraient pu être mises à disposition du Galion, mais que les agriculteurs ou les propriétaires de terrains refusent de le faire.

Monsieur MENIL explique que le problème du Galion est le prix de la tonne qui est moindre qu'en distillerie. Les producteurs préfèrent donc livrer en distillerie. Depuis l'obtention de l'AOC dans les années 90, ils ont plus intérêt à vendre leurs tonnes de canne aux distilleries. Et cela provoque un déséquilibre. Même les distilleries sont en demande de canne. Avant le Galion prenait 60 % de la production totale, et cela s'est inversé depuis l'AOC. Et tant qu'il n'aura pas un ajustement, ce problème persistera.

Mais c'est "Bèf bétché an kann bétché" c'est-à-dire que les actionnaires tels DUCHAMP DE CHASTAIGNE, tout cela c'est l'exploitation agricole du Galion. Ce sont eux-mêmes mais ils préfèrent livrer en distillerie qu'en sucrerie. C'est ça le truc. Donc tant qu'il n'y a pas d'incitation...

Monsieur GALY, dans le même ordre d'idées, ajoute que c'est une question de rentabilité. Le représentant de la commune du Diamant disait qu'il y avait dans sa commune des terrains, mais que personne ne voulait les mettre à disposition pour la culture de la canne. A Trinité, des terrains qui étaient plantés en canne ne le sont plus (ou le sont en bananes selon Monsieur MENIL). C'est aussi le cas à Poterie où la banane avait à un moment remplacé la canne.

Monsieur MENIL répond que, comme Monsieur le Maire le disait, tout cela c'est politique parce que c'est aux institutions, telles que CODERUM, Canne Union et compagnie, de chercher comment trouver l'équilibre. Il y a un problème de prix à la base, et c'est ça le problème.

Le Maire informe l'assemblée être celui qui a proposé effectivement à la CTM d'aller dans ce sens et de faire cette opération, parce qu'il était difficile de trouver d'autres solutions que d'aller montrer aux élus martiniquais comme aux autres martiniquais qui parlent beaucoup de terres agricoles, de préservation du sucre, ce qui figure sur l'emballage.

Et quand ils y ont vu la mention sucre de Barbade, des choses de ce genre, ils étaient tous outrés. Il les a donc invités à acheter des actions ou à planter de la canne, surtout que la CTM ne peut pas continuer à financer.

Madame DOMERGE MAIKOOUVA : « Alors moi juste une question pour mon information personnelle qui pourrait être impertinente, mais qui pourrait être aussi pertinente. Alors, la question que je me... parmi... en écoutant tout ce que j'ai entendu là... le sucre qui a l'appellation Galion, que nous consommons, est-ce que ce sucre vient bien du Galion ? Parce qu'une fois j'avais écouté un

reportage où il y avait toute une conférence autour de ça, un état des lieux, et j'ai écouté tous les... j'ai entendu qu'il y avait des actionnaires, qu'il y avait, bon les petits planteurs qui ne voulaient pas donner, enfin tout ce que j'ai entendu là.

Et, on se rend compte dans la réalité que le sucre que nous consommons là en Martinique qui a l'appellation Galion, le sucre qui est dans ces sachets, apparemment ce n'est pas du sucre qui vient du Galion. Alors ce que j'aimerais savoir, est-ce qu'il y a un actionnaire étranger ou extérieur, et quelle est sa participation et son fonctionnement, et la gestion du cahier des charges par rapport à cette constatation que ce sucre est d'appellation Galion et que le sucre qui est à l'intérieur du sachet, il ne provient pas du Galion, et que nous ne consommons pas du sucre en provenance de la Martinique ».

Le Maire explique avoir déjà répondu partiellement à cette question en répondant à celle posée par Monsieur Sainte-Rose. Il n'y a pas suffisamment de canne livrée au Galion pour que la quantité de sucre qui y est produite permette de couvrir la consommation martiniquaise.

En 2024, on a pu entendre qu'il y avait du sucre en provenance de Barbade. Mais, la question est de savoir pourquoi l'emballage porte Galion alors que le sucre arrive dans le cadre du commerce international. Il arrive dans le cadre du commerce international, en passant par Barbade, parce que la Barbade ne produit plus de sucre. Quelques bouteilles de rhum, point-trait.

Seule une partie du sucre est produite en Martinique. En y faisant attention, c'est possible de voir que sur certains emballages figure la mention "Sucre Martinique fabriqué Martinique", alors que sur d'autres c'est porté "Mis en sachet par le Galion".

C'est exactement la même chose que faisait Socara par le passé. Le vin arrivait et était « Mis en bouteilles par Socara », puisque la Martinique ne produit pas de vin.

Donc la population a été, pourrait-on dire, trompée deux fois :

- Premièrement en pensant que le sucre provenait de Barbade, alors que Barbade ne produit plus de sucre depuis fort longtemps,
- Et deuxièmement, avec l'emballage Galion, le consommateur ne va pas lire la petite mention "Mis en sachet par le Galion", alors que le sucre peut provenir, dans le cadre du commerce international, de Cuba, de la réunion, ou de la Guadeloupe puisque l'île sœur arrive à produire plus de sucre qu'elle n'en consomme, et peut donc en vendre à l'extérieur. Mais ce sera toujours porté Galion sur l'emballage, parce que ce sera mis en sachet par le Galion.

Madame DOMERGE MAIKOOUVA : « Et pour le packaging, dans la gestion justement du packaging de ces sachets de sucre, ça me rappelle un peu comme pour les impôts, tout ce qui est important c'est une petite étoile ou un petit... mais c'est écrit tout tout petit, tout petit, et même si on a des loupes, on ne voit pas l'essentiel. Et c'est comme ça justement comme vous dites Monsieur le Maire, qu'on se fait couillonner deux fois et voir même trois fois ou plusieurs fois ».

Le Maire après avoir conclu que c'est le commerce international, demande s'il y a d'autres questions sur l'achat de ces actions, véritable réponse à un geste totalement politique pour le maintien de l'usine du Galion.

Suite à des échanges hors micro survenus durant une intervention de Monsieur MENIL sur les besoins de consommation de sucre en Martinique, le Maire rappelle que le document relatif aux actionnaires sera transmis aux élus, de même que celui relatif au tonnage et à la consommation de sucre.

Mais pour éclairer le vote, il informe les membres de l'assemblée que la valeur de l'action est de 37,66 €, que la CTM dispose d'environ 55 % des actions, les communes 1,82 % et l'État 0,54 %, ce qui fait un total public de 57,33 %.

Pour ce qui est du secteur privé, la COFEP est le plus gros actionnaire avec 32,57 % des actions. La Distillerie du Simon en détient 5,61 % et les autres privés 4,49 %, soit un total privé de 42,67 %.

Il demande ensuite s'il y a d'autres questions.

Monsieur SAINTE-ROSE demande de rappeler le montant de la participation de la ville.

Le Maire répond que celle-ci s'élève à 1 318,10 €, et rappelle qu'il sera possible d'en acheter davantage par la suite, comme cela a été le cas la fois précédente lorsque certaines collectivités n'avaient augmenté leur actionnariat.

Le Maire met ensuite aux voix le dossier qui est voté à l'unanimité des membres présents.

7 - REMBOURSEMENT SINISTRE AUTOMOBILE

Le Maire rappelle l'objet du rapport.

Le rétroviseur de Madame Clarisse ADRIEN a été endommagé par un agent municipal à l'occasion de travaux d'espaces verts, et la ville doit payer 77,52 €.

Le Maire demande s'il y a des questions.

Madame de DOMERGE MAIKOOUVA : « Alors juste pour mon information personnelle. Alors au niveau du remboursement sinistre véhicule, je souhaiterais savoir quand la responsabilité de la collectivité est engagée, le Conseil municipal délibère. Et quand sa responsabilité n'est pas engagée, ou que les deux parties sont... la personne doit se référer directement à son assurance ? C'est juste la réponse que je veux pour mon information personnelle ».

Le DGS répond par la négative. A partir du moment où la responsabilité de la ville est engagée, les choses sont prises en charge. C'est vrai que depuis quelque temps, la ville renvoie vers son assurance les administrés qui ont subi les sinistres.

Mais ce point est présenté au Conseil municipal parce que le montant de 77,52 € est inférieur à celui de la franchise. Ce n'est donc pas intéressant pour la ville de faire passer par l'assurance. Avec une franchise aux alentours de 200 à 300 €, autant que la ville paie directement les montants inférieurs, puisqu'au final elle va se retrouver à les payer.

Le Maire remercie le DGS pour les explications, puis met aux voix le remboursement du sinistre automobile qui est voté à l'unanimité des membres présents.

8 - REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEDOUANEMENT DE COLIS AVANCES PAR LE DGS

Le Maire rappelle l'objet du rapport.

La ville passe des commandes. En l'occurrence, il s'agissait de médailles du travail qu'il a fallu dédouaner. Ce sont toutes ces choses qui sont parfois à l'origine des coups de gueule où il est question de payer l'octroi de mer, payer ceci, payer cela.

Cela a coûté 77,50 € de plus et il faut maintenant rembourser Monsieur le DGS.

Le Maire met aux voix le remboursement de ces 77,50 € de frais, qui est voté à l'unanimité des membres présents.

Le DGS, juste pour préciser les circonstances, explique qu'il s'agissait des médailles qui ont été remises aux agents lors de la cérémonie des vœux au personnel. A ce moment, il n'y avait pas d'autres solutions que d'avancer les fonds.

Depuis, la ville a mis en place une solution avec La Poste qui lui envoie des devis pour lesquels elle émet des bons de commande avec lesquels elle peut récupérer ses colis. Les bons de commande quant à eux sont payés directement par mandat administratif.

9 - RENOUELEMENT DE LA CONVENTION TERRITOIRIALE GLOBALE ENTRE LA CAF ET LA VILLE DES TROIS-ILETS

Sur invitation du Maire, Monsieur Florent PATRICE procède à la présentation du dossier qui concerne aussi bien lui-même (Monsieur PATRICE) qui a monté ce dossier et servi de facilitateur, que la Caisse des Ecoles, le CCAS, le service Culturel et tous les autres services concernés.

La ville a passé une Convention Territoriale Globale (CTG) avec la CAF en octobre 2018, et celle-ci est arrivée à son terme en 2024, période covid incluse donc.

Elle permet de mobiliser les différentes actions qui seront menées sur le territoire. Un certain nombre d'entre elles y étaient donc inscrites, réparties selon différents temps en plusieurs axes : petite enfance, jeunesse, parentalité, logement, précarité de l'insertion et de l'égalité des chances, animation de la vie sociale, plan territorial d'accessibilité aux services, citoyenneté valeur de la république et laïcité.

En annexe du dossier soumis au conseil, se trouve le bilan des différentes actions menées, établi en concertation avec la CAF, avec laquelle la ville a échangé. Cela a permis de porter des précisions telles que les tranches d'âge, qui intéressent la CAF, parce que ça permet de répartir en fonction de l'âge mais aussi du nombre de participants.

Pour pouvoir procéder au renouvellement de la convention, ce bilan doit être présenté au Conseil municipal afin que celui-ci puisse se prononcer sur la question.

Une fois que le Conseil aura statué, l'ensemble des services de la ville et la CAF poursuivront le travail pour bâtir les perspectives du prochain Contrat Territorial Global entre la ville et la CAF.

Monsieur PATRICE demande s'il y a des questions.

Le Maire explique que c'est quelque chose de très intéressant pour la commune. Ce travail a été fait avec le CCAS pour ce qui est du logement, le service Culturel pour la vie de tous les jours, la Caisse des Ecoles, France service ainsi que la bibliothèque.

L'ensemble du secteur de l'animation et la vie des jeunes est concernée par ce CTG qui permet effectivement de financer un certain nombre d'opérations et d'actions, d'où l'intérêt de répondre aux appels à projets.

Monsieur PATRICE précise que lorsqu'un CTG signé entre la CAF et la ville, les associations, tous les partenaires qui sont sur son territoire peuvent aussi répondre aux appels à projets, et pas uniquement la ville.

Madame ROUVEL demande si les associations sont informées de cette possibilité qu'elles ont de répondre à des appels à projets du fait qu'il y ait un CTG sur la ville.

Monsieur PATRICE répond les appels à projets lancés passent sur les ondes. La ville a l'information, et la CAF communique dessus aussi. Mais, dans l'action que la ville aura à mener, il est envisagé aussi d'avoir un coordinateur CTG qui permettrait de diffuser l'information aussi sur le territoire.

Et même si la ville a inscrit des actions dans le CTG, lors des appels à projets, elle devra se positionner aussi, afin de bénéficier des subventions.

Le Maire demande s'il y a d'autres informations à donner pour ce CTG qui est un outil bénéfique pour la ville.

Il met ensuite aux voix le renouvellement de cette convention qui est votée à l'unanimité des membres présents.

Cette convention sera donc renouvelée pour la période 2025 / 2029.

10 - CESSION DE LA PARCELLE CADASTREE A929 A LA SOCIETE DENOMMEE HPB – HÔTEL POINTE DU BOUT

Le Maire rappelle l'objet du rapport.

Il s'agit d'autoriser l'EPFL à rétrocéder cette parcelle où se trouve l'abri, afin de permettre effectivement la construction de cet hôtel quatre étoiles, charge à l'entreprise de reconstruire un abri sécurisé pour la navette en bout de cheminement.

Monsieur PAIN intervient sur la question des abris de manière plus générale (c'est-à-dire (sur les routes), et exprime son impression de se faire avoir (« .. On nous fait avaler des couleuvres »). Les produits importés vendus au pays ne sont pas adaptés à la réalité locale, ni au climat. Cela n'a rien à voir ni avec l'architecture locale, ni avec la manière de vivre locale.

Il ne sait pas si ces abris arrêtent le vent, mais ils ne protègent pas du soleil ni de la pluie. Les gens doivent se cacher derrière lorsqu'il pleut, et sont exposés au soleil.

Il a donc l'impression que lorsqu'on accepte les marchés, les entreprises arrivent et vendent leurs produits qui n'ont rien à voir avec la vie locale (« avec nous »).

Il faudrait donc réagir sur cela. Il a photographié des usagers sous les abris qui doivent se cacher afin de se protéger tant du soleil que de la pluie. Ce sont donc des normes européennes, mais il y a un climat, une architecture etc. ici, et on ne peut pas accepter cela.

Le Maire répond que dans le nouveau marché de l'Espace Sud, l'architecture à deux pentes est de retour et qu'il n'y aura plus ce système de casquette sur les abris. Ce marché a été remporté par une entreprise dépendant de la SEEN, qui est la seule à avoir répondu.

Mais cela ne concerne que le sud, car les abris sont du ressort des EPCI et pas de Martinique Transport. C'est clair et net. La CACEM, qui voulait que ce soit Martinique transport qui mette en place les abris, a fait un procès et l'a perdu. Le mobilier urbain n'est pas du ressort de Martinique Transport.

Le Maire revient sur le dossier en expliquant que dans le cadre de la construction de l'hôtel, il y aura donc un abri sécurisé, où prise de tickets, et « prise de tout » permettra de séparer celui qui va prendre la navette et celui qui en sort. Ce sera la même chose à l'embarcadere de Fort-de-France, et l'Anse Mitan sera un peu comparable.

Monsieur SAINTE-ROSE souhaite comprendre le positionnement de la parcelle.

Le Maire explique qu'elle pour moitié communale, l'autre moitié appartenant au propriétaire, comme elle était déjà moitié Méridien, moitié communale par le passé. La cession concerne donc la partie communale pour pouvoir garder l'alignement.

Des échanges qui suivent entre Monsieur SAINTE-ROSE et le Maire, on peut retenir que :

- L'alignement se fait par rapport au ponton, à l'hôtel et tout le projet.

- L'hôtel aura la charge de la construction de l'abri. Ce sera écrit dans l'acte de vente.
- L'abri sera construit sur la propriété communale, puisque tout ce qui est autour de la Marina est propriété communale.

Monsieur JEAN-BAPTISTE ÉDOUARD pour bien comprendre demande des éclaircissements, en déclarant au préalable comprendre très bien que l'hôtel puisse avoir besoin d'un accès direct à la marina, ce qui peut être un plus pour eux.

Le Maire reprend la parole pour expliquer que l'accès direct de l'hôtel à la marina ne sera pas possible et les clients de l'hôtel feront comme tout le monde. Il n'y aura qu'un seul accès. Ce n'est donc pas pour cela, mais pour la construction de l'hôtel.

La commune récupérera la zone où se trouve l'abri pour construire la capitainerie, qui dans son emplacement actuel ne permet pas de voir le bassin car mal placée. Alors de l'emplacement actuel de l'abri, il y a une visibilité sur tout le bassin.

C'est ce que proposent les techniciens de la capitainerie, pour lesquels il est essentiel qu'il y ait un étage à partir duquel le maître de port puisse avoir normalement une visibilité sur le bassin, que l'on mette ou pas les bureaux et autres au rez-de-chaussée.

Aujourd'hui, il n'a aucune visibilité et est obligé, à chaque fois, de faire le tour à pied pour voir ce qui se passe, ou de regarder l'écran puisqu'il y a maintenant les caméras. Mais à ce nouvel emplacement, il aura une visibilité totale, avec un bâtiment qui rentrera dans l'architecture de l'hôtel.

Justement pour construire l'hôtel, il faudra faire une distinction entre les parcelles quatre étoiles et les parcelles cinq étoiles. L'EPFL a en effet vendu la totalité des parcelles dans le cadre d'un hôtel cinq étoiles. Mais aujourd'hui il y a un hôtel quatre étoiles et un autre de cinq étoiles. Il y aura donc une distinction à faire chez le notaire entre ce qui est cinq étoiles et ce qui est quatre étoiles, et donc une modification à faire sur le plan notarié entre quatre et cinq étoiles.

Le Maire émet l'espoir de voir démarrer ces travaux, mais là aussi la ville devra passer devant le notaire avec l'EPFL.

Des échanges qui suivent entre Monsieur Sainte-Rose et le Maire, on peut retenir que :

- Les deux permis construire sont déjà attribués.
- Le recours qui avait été engagé a été annulé. Le propriétaire a bien reçu un document signé par le contrôle de légalité confirmant que le permis a été purgé de tout recours.
- Il y aura une distinction de parcelles entre les deux hôtels, mais ce sera au prix de l'évaluation administrative.

Suivent ensuite des échanges divers sur les prix au m², en fonction de la localisation et de l'activité économique, où le constat est fait que la situation économique du pays a fait baissé les prix, et par voie de conséquence les droits de mutation.

Donc contrairement à ce que l'on pourrait penser, les prix diminuent. Mais ils augmentent cependant aux Anses d'Arlet, parce qu'il n'y a quasiment pas de vente. La rareté des biens fait que les prix ont augmenté dans cette commune. C'est la commune la plus chère aujourd'hui.

Par ailleurs avec le problème de la station d'épuration, il faudra attendre encore quelques années avant de pouvoir faire quelque chose. Hier, il était admis qu'elle s'enfonçait, et aujourd'hui suivant le principe d'Archimède, elle remonte (rires).

Monsieur Sainte-Rose demande si la nouvelle station a déjà été livrée, et le Maire répond qu'elle ne l'a jamais été.

Monsieur Sainte-Rose insiste sur le fait le fait qu'il parle de la nouvelle station.

Le Maire répond qu'il parle bien de la nouvelle, et que c'est elle justement qui monte.

C'est une livraison de 2015, donc cela fait 10 ans de procédure. Au début, la station semblait s'enfoncer sur un côté. Un expert judiciaire avait donc été choisi, et ce n'est qu'aujourd'hui, à partir d'un certain nombre d'éléments qu'il a été constaté que n'était plus le cas.

Il y a de l'eau en dessous, et donc avec le poids cela se met à flotter et la station remonte. C'est Eiffage qui l'a construite, et il est difficile aujourd'hui de savoir comment s'en sortir.

Ils font les travaux, mais sans aucune réserve. Et cela fait 10 ans. L'armoire électrique, que les rats avaient détruite, a déjà été remplacée une première fois, et certaines pièces risquent de devoir être à nouveau remplacées toujours à cause des rats.

Monsieur SAINTE-ROSE avait cru entendre du président LARCHER en 2022 que les travaux avaient été réalisés, alors que la DEAL refusait tout raccordement des nouvelles constructions, parce que justement cet équipement n'avait pas été remis aux normes. Il demande donc confirmation que cela n'avait effectivement pas été le cas.

Le Maire explique que la station devait être normalement livrée en 2022. La nouvelle équipe, qui est arrivée en 2020, dit au procureur en 2022 que la station est livrée, suivant les déclarations de Eiffage et du bureau d'études.

Mais le problème c'est qu'il n'est pas possible de faire des travaux avec un bassin qui bouge. Donc les travaux n'ont pas été réalisés, jusqu'à ce jour. Cela fait trois ans.

A l'époque, au lieu d'être condamné à 150 000 €, la condamnation a été ramenée à 50 000 euros, puis 38 000 € à terme pour paiement immédiat. Mais cela revient ces temps-ci, car de nouvelles plaintes sont déposées, et il va falloir repasser à nouveau devant le procureur.

Monsieur PAIN pose la question de la qualité des eaux de baignade de cette commune.

Le Maire répond qu'il n'y a pas de problème pour les eaux de baignade, parce qu'il y a un émissaire en mer qui a été réparé et qui fonctionne. Mais c'est quasiment de l'eau brute qui est rejetée, car il n'y a pas d'épuration.

Le Maire met fin à l'aparté sur les Anses d'Arlet, puis met aux voix la cession de la parcelle qui est votée à l'unanimité des membres présents.

11 - CREATION DE POSTE AU 1^{er} MAI 2025

Sur invitation du Maire, le DGS procède à la présentation du rapport.

Il s'agit de la création d'un poste d'attaché territorial à temps complet, compte tenu des besoins de service et de l'inscription d'un agent de la collectivité sur la liste d'aptitude au titre de la promotion interne des attachés territoriaux.

L'agent aura en charge la gestion administrative, budgétaire et financière du service, la gestion du personnel, donc des accueils collectifs de mineurs, des garderies périscolaires et des interclasses, la coordination du contrat temps libre de la CAF, la gestion de la régie des recettes et d'avances de la Caisse des Ecoles et de ses accueils de loisirs, ainsi que toutes les autres missions qui pourraient lui être confiées.

C'est un poste de responsable des Affaires Scolaires et de la Caisse des Ecoles de la ville des Trois-Ilets. L'agent est sur la liste d'aptitude au titre de la promotion interne sur le grade d'attaché. Et il s'agit donc de permettre sa titularisation sur son nouveau grade, avec des missions qui correspondent déjà à des missions d'un agent de catégorie A.

Le Maire rappelle que c'est de la promotion interne, et Monsieur GALY demande si l'information est quand même diffusée.

Le Maire répond par l'affirmative.

Le DGS précise que c'est une publication restreinte et non élargie, puisque l'on sait déjà que le poste est fléché.

Le Maire dit qu'il y aura malgré tout des candidats. La ville recevra certainement entre 200 et 300 demandes de France et d'ailleurs. Il ne faut pas se faire d'illusions, même si c'est une publication restreinte. C'est la loi. Ils le verront sur le site du Centre de Gestion, et le Centre de Gestion c'est pour l'ensemble du territoire français. Ils le verront, ne regarderont pas la partie stipulant qu'il s'agit d'un recrutement interne. Très souvent c'est ce qui se passe.

Le Maire met ensuite aux voix la création de ce poste qui est votée à l'unanimité des membres présents.

12 - VOTE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 – COMMUNE

Le Maire invite Madame ROUVEL et le DGS à donner quelques éléments d'information sur le Compte Financier Unique, CFU.

Madame ROUVEL explique qu'il y a eu un changement dans la présentation des comptes. Le CFU c'est un document budgétaire qui remplace à la fois le Compte Administratif de l'ordonnateur et le Compte de Gestion du comptable, qui jusqu'à l'année dernière étaient présentés distinctement.

C'est maintenant un compte fusionné qui est devenu le CFU. Suite au travail de la Commission financière, la ville a fait le choix de passer en CFU cette année, sachant que l'obligation de le faire est fixée au 1er janvier 2026.

Madame ROUVEL laisse ensuite la parole au DGS et à Monsieur LOF pour la présentation de ce compte financier unique.

Le DGS confirme la nouvelle configuration, avec le CFU qui correspond aux deux anciens documents que l'on connaît, à savoir le Compte Administratif tenu par l'ordonnateur c'est-à-dire le Maire, et le Compte de Gestion tenu par le payeur. Ces deux documents ont été regroupés dans un document unique pour gagner en transparence et en lisibilité. Monsieur LOF présentera les éléments. Suivront ensuite les débats, à l'issue desquels, comme c'était le cas pour le Compte Administratif, le Maire se retirera au moment du vote, avant de revenir pour le vote du Budget Primitif.

Le DGS laisse la parole à Monsieur LOF, pour la présentation des éléments du CFU.

Monsieur LOF, après avoir salué l'assemblée, propose de passer directement à la présentation des chiffres, le cadre réglementaire ayant déjà été présenté.

A la lecture du CFU, on constate :

- En section de fonctionnement, une diminution d'un peu moins de 1,05% des recettes, et une augmentation d'un peu plus de 2% des dépenses par rapport à 2023.
- En section d'investissement, une augmentation de 70,30 % des recettes et un recul de 2,75 % des dépenses par rapport à 2023.

Le résultat de clôture de l'exercice s'élève à 928 979,60 €, et provient de la combinaison du résultat de la section de fonctionnement pour 1 242 172,50 € et d'un besoin en section d'investissement de 313 692,90 €.

À ce résultat, il convient d'ajouter le solde des restes à réaliser 2024. En dépenses, ils s'élèvent à 2 336 425,59 € et en recettes à 2 941 523,25 €. Soit un excédent de financement de 605 097,66 €.

Et rajouté au résultat de l'exercice, c'est au final un report de 1 534 077,26 € dont la commune disposera pour l'affectation du résultat lors du vote du budget primitif.

Résultats par section

Libellé	Section d'investissement 2024	Section de fonctionnement 2024	Total 2024
Recettes	7 783 922.88 €	15 600 468.50 €	23 384 391.38 €
Dépenses	6 808 085.67 €	14 481 377.70 €	21 289 463.37 €
Solde d'exécution de la section	+ 975 837.21 €	+ 1 119 090.80 €	+ 2 094 928.01 €
+ Résultat reporté	- 1 289 530.11 €	+123 581.70 €	- 1 165 948.41 €
Résultat de clôture	- 313 692.90 €	+ 1 242 672.50 €	+ 928 979.60 €
+ Solde des restes à réaliser	+ 605 097.66 €	0.00 €	+ 605 097.66 €
<i>RAR - Recettes :</i>	+ 2 941 523.25 €	0.00 €	+ 2 941 523.25 €
<i>RAR - Dépenses :</i>	- 2 336 425.59 €	0.00 €	- 2 336 425.59 €
RESULTAT FINAL	+ 291 404.76 €	+ 1 242 672.50 €	+ 1 534 077.26 €

Donc le résultat est en nette augmentation de 1 410 495,56 € par rapport à celui de 2023, qui s'élevait à 123 581,70 €. Cette forte augmentation s'explique par la mise en place de la pluri annualité permettant le lissage des opérations sur plusieurs exercices.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	2023	2024	variation 2024/2023 euros	variation %
Fonctionnement				
Dépense	14 196 248,83	14 481 377,70	285 128,87	2,01%
Recette	15 766 725,96	15 600 468,50	-166 257,46	-1,05%
Solde d'exécution de la section	1 570 477,13	1 119 090,80	-451 386,33	-28,74%

Avec 14 481 377,70 € en dépenses et 15 600 468,50 € en recettes, le résultat de l'exercice en section de fonctionnement s'élève à 1 119 090,80 € en baisse de 28,74% par rapport à 2023.

Les dépenses de fonctionnement

Les principales dépenses de l'exercice sont :

- Les charges à caractère général avec 97,24% de réalisation.
- Les charges personnelles, 95,57% de réalisation.
- Les atténuations de produits, 92,62%.
- Et les autres charges de gestion courante, 90,24%.

Le pourcentage global de réalisation des dépenses de fonctionnement pour l'exercice s'élève à 90,10%.

Les charges à caractère général – chapitre 011.

Ce chapitre regroupe toutes les dépenses relatives aux fournitures et consommations courantes. Son recul sur l'exercice s'explique par la maîtrise des dépenses liées aux services extérieurs (article 61) pour - 208 661,41 € et aux autres services extérieurs (article 62) pour - 164 876,74 €, ainsi que par l'absence de régularisation de dépenses antérieures comme en 2023. Soit une diminution de 7,51% des charges à caractère général.

Les charges de personnel - chapitre 012

C'est le poste principal de dépenses de la section de fonctionnement. Il s'élève à 7 308 997,47 €.

La hausse de 148 243,20 € en 2024, soit + 2,07% par rapport à 2023, s'explique par l'augmentation automatique de revalorisation touchant la carrière des agents, le glissement vieillesse technicité.

Au 31 décembre, l'effectif de la commune s'élevait à 149 agents.

Les atténuations de produits – chapitre 014

Les montants sont nettement inférieurs pour ce chapitre. Il s'agit ici du remboursement de trop perçus de recettes qui s'élèvent à 10 188 € pour l'exercice, en légère diminution de 14,67%.

Les autres charges de gestion courante – chapitre 65

C'est le troisième poste de dépenses le plus important de la section de fonctionnement. Il s'élève à 1 907 370,34 € en 2024.

Il englobe principalement les subventions de fonctionnement versées à la Caisse des écoles, au CCAS, aux associations, au SDIS ainsi que les indemnités aux élus et les admissions de créances en non-valeur.

Il connaît, en 2024, une forte augmentation qui s'explique par l'annulation du double rattachement du filet inflation 2022, qui est une opération de régularisation qui passe désormais au chapitre 65. En M14, ces régularisations allaient au chapitre 67 qui n'existe plus en M57.

En dehors de cette opération de régularisation, le chapitre est en recul de 180 509,76 €, dont - 100 000 € de subvention au CCAS et - 70 000 € de subvention à la Caisse des écoles, compte tenu des reports cumulés excédentaires dont ils disposaient.

Les charges financières - chapitre 66

Ce chapitre enregistre les intérêts des emprunts souscrits et des lignes de trésorerie mobilisées sur l'exercice.

L'année 2024 supporte totalement la charge de remboursement des emprunts souscrits en 2023, à la Banque des Territoires notamment pour 3 millions d'euros, et le tirage de la ligne de trésorerie à hauteur de 1,7 millions pour couvrir les délais de versement des subventions.

Ce tirage de ligne explique la hausse de 153 933,57 € du chapitre pesant fortement sur l'exercice.

Pour information, la seule ligne de trésorerie représentait un peu plus de 41% de la charge de l'année 2024. Elle a été soldée par la perception des subventions attendues en janvier 2025.

Ce chapitre est appelé à augmenter compte tenu du déblocage d'un emprunt AFD de 2 millions d'euros souscrit sur 2024. A noter que cet emprunt a été débloqué en deux fois, 1 million en novembre 2024 et 1 million en janvier 2025.

Les charges spécifiques - chapitre 67

Ce chapitre s'élève à 6 911 euros. Il est destiné à l'annulation des titres d'exercices antérieurs. Il a augmenté fortement en 2024 en raison d'un remboursement de trop perçu à l'Espace Sud sous l'attribution de compensation 2023, et d'un loyer versé en double par erreur par Caraïbe Price que la ville a dû reverser.

Les dépenses d'ordre - chapitre 042

Ces dépenses s'élèvent à 399 863,18 € et ont fortement augmenté sur l'année. Ce chapitre comprend les dotations aux amortissements de l'exercice et les sorties d'immobilisations lors des cessions. En 2024, la ville a cédé une parcelle et a poursuivi ses opérations d'équipement, ce qui explique cette augmentation de 190 373,79 à + 90,82%.

Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement ont atteint 97,82% de réalisation pour un total de 15 600 468,50 €.

Les principaux chapitres de recettes sont les impôts et taxes, la fiscalité locale et enfin les dotations et participations de l'État, qui représentent plus de 90% de celles-ci.

Les atténuations de charges - chapitre 013

C'est un petit chapitre qui s'élève à 22 491 €, dans lequel on enregistre les remboursements des indemnités de sécurité sociale liées aux arrêts de travail des agents et les régularisations de charges sociales liées au détachement de la direction de la marina au budget de la Régie autonome en cours d'exercice.

Donc ce chapitre est en recul d'un peu plus de 11% à 22 491 €.

Les produits des services du Domaine et ventes diverses - chapitre 70

Ce chapitre enregistre les recettes des AOT, de garderie, de CLSH net des régies. Il s'élève à 179 652,66 € sur l'année, et est en recul de 6,2 %.

Ce recul s'explique par l'absence de recettes liées à la nouvelle concession dans le cimetière d'une part, et d'autre part, par un retard de facturation au dernier trimestre 2024 pour les AOT, retard qui a été régularisé sur le premier trimestre 2025.

Les impôts et taxes - chapitre 73

Ce chapitre regroupe les recettes fiscales indirectes à savoir l'octroi de mer, la taxe sur les carburants, l'attribution de compensation de l'Espace Sud, le produit des amendes et le reversement du prélèvement sur les jeux en ligne et les paris hippiques.

Il s'élève à 5 892 078,50 €, et son évolution est très favorable avec + 270 540,19 €, soit + 4,81%. Cela s'explique notamment par le versement de deux années du produit des amendes et du versement du prélèvement sur le produit des jeux en ligne qui n'avaient pas été perçus en 2023.

Fiscalité locale – chapitre 731

Ce poste comprend les IDL (impôts directs locaux), à savoir la taxe foncière sur le bâti et le non-bâti, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants, la taxe communale additionnelle et les droits de mutation, le prélèvement sur le produit des jeux du casino et la taxe sur les passagers perçus jusqu'au mois d'avril.

C'est le deuxième poste de recettes. Il s'élève à 4 641 496,59 € et est en fort recul de 249 532,18 €. Soit une baisse d'un peu plus de 5,10% en raison notamment de la perte sur les taxes sur les passagers et de la chute du marché des transactions immobilières, soient la taxe communale additionnelle et les droits de mutation.

Les dotations de l'Etat - chapitre 74

Les dotations de l'État s'élèvent à 3 101 561,14 €, et sont en fort recul de 15,28%, soit 559 566,09 €.

Les raisons sont :

- D'une part, l'arrêt du filet inflation. La ville avait perçu 433 943,63 € en 2023.
- Et d'autre part, l'absence de subvention BHU. Il s'agissait d'une opération ponctuelle, lors de l'enlèvement des BHU au bord de mer, qui était subventionnée à hauteur de 121 000 €.

La ville n'a pas bénéficié de ces deux recettes en 2024.

Les autres produits de gestion courante - chapitre 75

Ils s'élèvent à 529 014,28 €, et sont en forte augmentation de 270 957,36 €.

Cette croissance s'explique par l'augmentation des redevances perçues auprès de People and Baby et par le reversement du bonus territoire qui est dû par convention avec People and Baby.

La revalorisation des loyers des immeubles et la perception d'indemnités d'assurance ont aussi pesé dans cette augmentation. A noter que les indemnités d'assurance sont une recette ponctuelle, puisque liée à des sinistres.

Les produits financiers - chapitre 76

Ce chapitre n'est pas énorme avec un montant de 754,28 €.

Les produits spécifiques - chapitre 77

Ces produits s'élèvent à 59 892,09 € et sont en forte augmentation par rapport à l'exercice 2023. Ce chapitre retrace les annulations de mandats sur l'exercice antérieur et le produit de cession d'immobilisations.

Son évolution favorable est essentiellement liée à la cession, durant l'exercice, de la parcelle de terrain cadastrée D605, à Madame JAMBU Rosalie.

Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions - chapitre 78

Dans ce chapitre figurent les reprises de provision pour dépréciation des créances admises en non-valeur.

Avec 4 727 €, il est en forte diminution sur l'exercice en lien avec la gestion du recouvrement par le comptable public. Concrètement, le comptable a encaissé des sommes qui étaient dues et que la ville ne pensait ne pas avoir. Et donc, ces 4 727 € ont été perçus à ce titre en 2024.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Section d'investissement	2023	2024	Evol. 2023/2024	
			Valeur	%
Recettes d'investissement	4 570 644,15	7 783 922,88	3 213 278,73	70,30%
Dépenses d'investissement	7 000 524,83	6 808 085,67	-192 439,16	-2,75%
Solde d'exécution de la section	-2 429 880,68	975 837,21	3 405 717,89	-140,16%

Les recettes d'investissement ont fortement progressé entre 2023 et 2024, soit un peu plus de 70% pour 3 213 278,73 €, alors que les dépenses ont connu un léger recul de 2,75% à hauteur de 192 439,16 €.

Le résultat de la section d'investissement progresse ainsi de plus de 3 405 000 € sur l'exercice, alors qu'il était de - 2 429 000 € en 2023 (soit un besoin de financement), et qu'il est de 975 837,21 € en 2024.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 6 800 085,67 €.

Les dépenses d'équipements hors opérations ont été réalisés à hauteur de 46,84% pour un montant de 363 209,43 €, et à hauteur de 58,24% au niveau des opérations, pour un montant de 4 177 957,11 €.

Le total des dépenses d'équipement s'élève à 4 541 166,54 €, avec un taux de réalisation de 57,13%.

Les dépenses financières s'élèvent à 394 186,80 € soit un taux de réalisation de 94,98%

Les opérations d'ordre, qui comprennent les travaux en régie, s'élèvent à 1 168 800,96 €, ce qui représente un taux de réalisation par rapport aux prévisions de 68,21%.

Les opérations patrimoniales, sont une opération de régularisation demandée par le comptable public. C'est une opération d'ordre. C'est purement comptable et n'a donc pas d'impact financier, c'est-à-dire sur la trésorerie de la ville.

Le total des dépenses est de 6 808 085,67 €, soit 63,14% de réalisation, avec 58,24% de réalisation pour les opérations d'équipement.

Sur ces opérations d'équipement, il y a 2 336 425,59 € de restes à réaliser qui correspondent aux dépenses engagées non mandatées, telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements de la commune.

Les dotations, fonds divers et réserves - chapitre 10

Ces sommes correspondent au reversement de trop perçus de taxes d'aménagement. Les contribuables font parfois des recours auprès de l'administration fiscale sur des taxes qu'ils ont payées et gagnent parfois. Ces remboursements sont enregistrés dans ce chapitre.

La ville a dû rembourser 24 739,85 € en 2024, soit une forte augmentation par rapport à 2023.

Emprunts et dettes assimilées - chapitre 16

Ce chapitre enregistre les remboursements en capital des emprunts en cours. Il enregistre une augmentation d'un peu plus de 12,49%, à 229 446,95 € pour l'exercice.

Les autres immobilisations financières - chapitre 27

Ce chapitre enregistre le remboursement du portage du terrain de Vatable pour lequel, les années de retard où l'EPFL n'avait pas émis les titres sont rattrapées. Pour cela, deux annuités sont remboursées en 2024. Cela explique l'augmentation significative par rapport à 2023.

Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement s'élèvent à 7 783 922,88 €.

En termes de taux de réalisation, la ville a réalisé :

- 97,35% de ses prévisions au niveau des dotations, soit un montant de 2 938 121,70 €.
- 52,99% de ses prévisions de subventions d'investissement, à hauteur de 2 699 629,48 €.

La ville avait prévu 2 millions d'emprunts sur 2024. Un million a été débloqué en novembre 2024 et l'autre moitié figure en reste à réaliser de recettes.

Le chapitre immobilisations incorporelles regroupe surtout les études. Il s'élève à 41 986,55 euros.

Le taux de réalisation des dépenses réelles s'élève à 65,85%, soit 6 680 128,33 €.

Les opérations d'ordre, qui proviennent de la section de fonctionnement, comprennent les amortissements des immobilisations pour 399 863,18 €, ainsi que les opérations patrimoniales, et le tout s'élève à 1 103 784,55 €.

Le total des recettes de l'exercice s'élève à 7 783 922,88 €.

La forte augmentation des subventions d'investissement (+ 497%) s'explique par l'amélioration des délais et des conditions de traitement des partenaires qui ont permis ainsi le remboursement de la ligne de trésorerie.

La ville avait perçu 451 890 € en 2023, et a quasiment atteint les 2,7 millions en 2024.

Au niveau des emprunts, la moitié a été débloquée en 2024, alors qu'en 2023 trois millions d'emprunts avaient été débloqués.

Les dotations fonds divers et réserves (chapitre 10) s'élèvent à 2 938 121,70 €. On retrouve dans ce chapitre les sommes correspondant au FCTVA, au versement de la taxe d'aménagement.

La taxe d'aménagement a été impactée par le recul des transactions immobilières, tandis que la forte augmentation du FCTVA découle de la montée en puissance des investissements réalisés en 2023.

Les opérations d'ordre s'élèvent à 399 863,18 €. Leur forte augmentation est liée à l'importance des investissements réalisés par la commune.

En conclusion, le résultat cumulé global de l'exercice 2024 qui comprend le solde des restes à réaliser, fait apparaître un excédent de 1 534 077,26 €, comprenant l'excédent de financement de la section d'investissement pour 291 404,76 € et de la section de fonctionnement qui dégage 1 242 672,50 €.

Le report de l'exercice précédent, le résultat de clôture, s'ajoute au résultat de l'exercice. S'ajoutent ensuite les restes à réaliser, et cela donne le total cumulé de 1 534 077,26 euros.

A la fin de son intervention Monsieur LOF demande s'il y a des questions.

Le Maire remercie Monsieur LOF pour sa présentation du compte financier unique qui ressort avec un excédent de 1 534 077,26.

Il demande s'il y a des questions, des demandes de précision, en soulignant qu'il y a moins de recettes de fonctionnement pour plus de dépenses qu'en 2023. Ce sera aussi le cas en 2025 puisque les recettes diminuent.

Monsieur SAINTE-ROSE s'interroge sur les restes à réaliser 2024. Il aimerait savoir par exemple, en prévisionnel sur le chapitre 231- Remise en état du balisage pour 83 000 euros, les 3,55% de reste à réaliser en 2024, c'est par rapport à quoi.

Le Maire répond que c'est par rapport au global des restes à réaliser. Le DGS confirme qu'il en est de même pour la route de l'identité iléenne (en réponse à Monsieur SAINTE-ROSE).

Monsieur SAINTE-ROSE demande si sur l'équipement multi-activités, l'on s'en tient au prévu et au réalisé, sans tenir compte de l'augmentation de la part communale qui a été votée dernièrement et que l'on verrait en 2025 dans le budget prévisionnel.

Le Maire explique que le fait de travailler maintenant en autorisation de programme / crédit de paiement, ne permet pas de voir ce qu'il reste à réaliser. Il faut entrer dans le tableau des autorisations de programme pour cela, parce qu'il y a une somme en autorisation de programme et une somme en crédit de paiement.

En disant par exemple que l'autorisation de programme pour ce centre multi-activités est à 7 millions, il y a déjà eu depuis 2 ans, 3 ans, des crédits de paiement, donc l'autorisation de programme n'est plus à 7 millions et doit être peut-être à 3 millions.

Il reste donc 3 millions de dépenses à faire, mais que l'on ne retrouve pas là. On retrouve ce qui était prévu en 2024, 2 257 000 €, ce qui a été payé, 1 747 815, 48 €, c'est-à-dire 77% des prévisions, mais 41,83% du montant des investissements de l'année. Les 77,44% c'est par rapport aux dépenses prévues, et la ville n'a payé que 1 747 815,48 € parce que c'est le décompte des entreprises.

Le DGS, pour compléter les propos du Maire explique que lors de l'analyse du budget primitif, on verra que 2 859 000 € sont prévus sur 2025 pour pouvoir compléter et subvenir aux crédits de paiement nécessaires pour finir l'opération.

Le Maire demande s'il y a des questions et propose de procéder à la présentation du CFU de la Marina. Cela permettra de voter les deux Compte Financiers Uniques distinctement lors qu'il sortira.

En l'absence d'objection il invite Madame HIERSO à procéder à la présentation du CFU de la Marina.

16 - VOTE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 - PORT DE PLAISANCE

Sur invitation du Maire, Madame HIERSO, après avoir salué l'assemblée, procède à la présentation du Compte Financier Unique du Port de Plaisance, Marina de la Pointe-du-Bout.

Les résultats sont arrêtés suite à la vérification des écritures de l'ordonnateur avec celles du comptable public. Et le Compte Financier Unique traduit la concordance avec le Compte Administratif et le Compte de Gestion.

Les résultats sont déterminés à partir des opérations de recettes et de dépenses effectués sur l'exercice 2024, des opérations de recettes et de dépenses restant à réaliser au 31 décembre 2024 et de la reprise sur l'exercice 2024 du résultat de l'exercice précédent.

Ainsi, pour l'exploitation, les opérations réalisées en recettes à hauteur de 464 495,86 €, et en dépenses pour un montant de 461 516,22 €, font ressortir un excédent comptable propre de l'exercice s'élevant à 2 979,64 €.

A ce résultat, il faut ajouter le report de l'exercice précédent bénéficiaire de 141 497,80 €, ce qui donne un résultat de clôture net cumulée de 144 477,44 €.

Pour ce qui est de l'investissement, il n'y a pas eu de recettes en dehors des amortissements des immobilisations qui sont de 33 024,37 € car elles sont principalement issues de subventions.

Le report de l'exercice précédent qui est de 276 778,23 €, diminué des dépenses qui ont été réalisées pour un montant de 88 107,60 € font ressortir un excédent comptable propre de l'exercice s'élevant à 221 695 €.

Les restes à réaliser sont à déduire pour la somme de 885,85 €, ce qui donne un résultat de clôture net cumulée pour l'investissement de 135 809,15 € incluant les recettes d'amortissement.

L'excédent net d'exploitation de 144 477,44 € et l'excédent net d'investissement de 135 809,15 € donnent un résultat de l'exercice cumulé de 280 286,59 €.

Madame DOMERGE MAIKOOUVA signale une erreur de 10 centimes entre le montant des dépenses affiché à l'écran qui est de 461 516,12 € et celui figurant sur le document papier qui est de 461 516,22 €. Madame HIERSO a bien dit 22 alors que c'était écrit 12 à l'écran. Il y a donc une erreur à l'écran.

(A l'issue d'échanges hors micro, cette faute de frappe est confirmée.)

Le Maire demande s'il y a des questions sur les dépenses et les recettes de la Marina qui ont été, par ailleurs, analysées par le Conseil portuaire cet après-midi.

Il souligne que les années précédentes, le résultat de l'exercice avoisinait les 50 000 €, alors que celui de 2024 n'est que de 2 979,64 €.

Cela vient du fait qu'il y a beaucoup de charges nouvelles au niveau de la Marina, en matière de sécurité, d'électricité etc. qui ont consommé les 40 000 € que l'on a d'habitude sur le résultat de la marina.

Madame HIERSO devra donc retrouver ces 40 000 € pour que la marina retrouve ses 50 000 € d'excédent annuel. (rire)

Le Maire demande s'il y a des questions, laisse la parole à Madame ROUVEL pour le vote des comptes et sort de la salle.

Madame ROUVEL rappelle que le Compte Financier Unique de la ville a été présenté avec un excédent en investissement de 291 404,76 € et un excédent en fonctionnement de 1 242 672,50 €, ce qui donne un excédent total de 1 534 077,26 €.

Elle met ensuite au voix ce compte qui est voté à l'unanimité des membres présents.

Elle propose ensuite de passer au vote du CFU du Port de Plaisance, Marina de la Pointe du Bout, qui présente un résultat en exploitation de 144 467,44 €, et un résultat en investissement de 135 809,15 €, soit un résultat total de 280 286,59 €.

Madame DOMERGE MAIKOOUVA, signale à Madame ROUVEL, pour que cela soit bien clair au niveau du PV du Conseil municipal, qu'elle a dit 144 467,44 € alors que c'est 144 477,44 €.

Madame ROUVEL reconnaît l'erreur et confirme que c'est bien 144 477,44 € en exploitation et 135 809,15 € en investissement pour un total réalisé de 280 286,59 €.

Elle met ensuite aux voix le CFU de la Marina qui est voté à l'unanimité des membres présents.

Elle remercie ensuite l'assemblée.

13 - AFFECTATION DU RESULTAT 2024 – COMMUNE

A son retour dans la salle, le Maire remercie l'ensemble des élus pour leur confiance et le travail effectué avec des investissements importants. Il émet le souhait de surtout maintenir le cap et ne pas avoir de déficit de fonctionnement, bien au contraire, afin de pouvoir continuer à investir.

Il les remercie à nouveau pour 2024, et propose de passer à l'affectation des résultats commune.

Il laisse pour cela la parole à Monsieur LOF qui rappelle que le résultat cumulé, avec les restes à réaliser, s'élève à 1 534 077,26 €, et annonce que la proposition d'affectation est de reprendre la totalité du résultat de l'année en section de fonctionnement.

La section d'investissement a en effet dégagé un excédent de financement, et la ville peut donc tout reprendre en section de fonctionnement, puis revirer ces sommes à la section d'investissement. Cela permet une souplesse de gestion.

Le Maire explique qu'en cas de déficit d'investissement, une partie du résultat de fonctionnement aurait pu être utilisée pour couvrir le besoin de financement. Ce n'est pas le cas ici, et donc ce qui est en excédent d'investissement reste en investissement, ce qui est en fonctionnement y reste. Ainsi, le prélèvement pour 2025 sera beaucoup plus important que les années précédentes pour pouvoir investir. C'est le choix de gestion qui a été fait.

Le Maire demande s'il y a des questions, puis met aux voix la proposition d'affectation du résultat commune qui est votée à l'unanimité des membres présents.

14 - VOTE DES TAUX D'IMPOSITION – COMMUNE

Le Maire rappelle l'objet du rapport.

L'assemblée doit délibérer sur ses taux d'imposition même s'ils restent les mêmes, à savoir :

- 41, 26% pour la taxe foncière bâti,
- 17,39% pour la taxe foncière non bâti,
- Et 10,08% pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants.

Le Maire demande si quelqu'un souhaite voir augmenter l'un de ces taux, la baisse étant impossible.

Monsieur SAINTE-ROSE a une question sur les logements vacants. La taxe d'habitation a été supprimée sur l'habitation principale, et il est permis de se rattraper sur les autres logements. Mais pour ce qui est des logements vacants, est-ce que l'administré peut faire une demande si son logement est vacant parce qu'il ne peut pas être loué (habitat indigne, nécessité de travaux), ou bien ce taux s'applique quoi qu'il en soit.

Le Maire répond par la négative. Il y avait la taxe sur les résidences secondaires. Il n'y avait pas d'abattement et l'administré payait.

Puis l'Etat a mis aussi une taxe sur les logements vacants. Tous les logements vacants étaient imposés aux Trois-Ilets. Les propriétaires payaient à peu près 900 à 1000 euros de taxe d'habitation sur les logements vacants.

Et beaucoup ont demandé à l'Etat à en être exonérés pour raison d'insalubrité de ces logements. Donc ils écrivent au Maire, qui transmet au service de police municipale, parce que ce sont des agents assermentés qui contrôlent et mettent à la signature un document attestant que le logement est insalubre, inhabitable. L'Etat supprime alors cette taxe, mais étant donné qu'elle est supprimée, la commune ne la perçoit pas.

C'est la raison pour laquelle l'Etat a écrit à la ville pour lui dire que dans la mesure où elle a reçu une somme à telle année, qu'elle a intérêt à mettre 50% de cette somme parce qu'il va récupérer tout ce qu'il annule.

C'est ce qui se passe aujourd'hui. Donc les gens déposent effectivement des logements impossibles à louer.

Madame DOMERGE MAIKOOUVA : « Moi, j'ai juste une question pour mon information personnelle de nouveau. Quand j'entends logement vacant, moi des fois, j'ai envie de dire souvent logements dits vacants. Je m'explique, pourquoi, parce que nous avons en Martinique, et pas seulement aux Trois-Ilets, des personnes qui font l'acquisition de logements, qui construisent en Martinique et souvent le logement, il est vide pendant toute l'année où ils viennent tous les six mois. Alors, dans quelle catégorie fiscale rentrent ces... ces propriétaires-là parce qu'en fait ... y-a-t-il un revenu ? est-ce qu'il y a un cadre ?... parce que ce sont des logements dits vacants ».

Le Maire répond que tous les logements vides lors du recensement ont été répertoriés comme logements vacants.

Madame DOMERGE MAIKOOUVA : « Et la personne, elle paye la taxe d'habitation si elle est en résidence secondaire ... la taxe d'habitation normalement, plus le vacant ».

Le Maire répond par la négative, et explique que l'on a pu trouver, dans le cadre du recensement, des logements de résidence secondaire. L'administré a le choix. Si son logement principal est en France, alors son logement secondaire est en Martinique, parce que l'Etat sait où se trouvent tous les logements dont il dispose. Même s'il a un logement à Fond-St-Denis et un aux Trois-Ilets, l'Etat le sait pertinemment.

Alors, on lui demande maintenant de faire le choix de sa résidence principale, et donc de la secondaire.

Il y a 400 à 450 logements vacants, et entre 500 et 600 logements secondaires aux Trois-Ilets.

Monsieur MENIL souhaite faire une observation. Le problème de la vacance, c'est quand même quelque chose qui impacte la commune. Ça contribue à la tension immobilière et diminue quelque part un petit peu la population. Pour « nos jeunes » qui arrivent les loyers sont excessifs.

Il (Monsieur MENIL) se dit être partisan à ce que la ville mène une réflexion sur le taux de vacance par exemple, qu'il aurait augmenté comme sanction. C'est son avis.

Il pense donc, pour que Trois-Ilets ne devienne pas le Biarritz martiniquais, qu'il faut mener une réflexion sur la vacance parce que « nos enfants » ne vont pas pouvoir se loger demain matin sur notre belle commune. C'était une observation de sa part.

Monsieur SAINTE-ROSE dit s'être quand même demandé, sur la question de la vacance, s'il y avait justement une problématique de besoin de logements. Mais en regardant le décret qui a été publié, on constate que Trois-Ilets ne fait pas partie des villes en zone tendue.

Donc ça veut dire qu'aujourd'hui, il y a certes des logements vacants, « mais il y a aussi une demande... compte tenu de la baisse de la population sûrement, il pense, une possibilité.... Alors maintenant pour ce qui est du prix, ça c'est autre chose, et c'est ainsi sur pas mal de zones ».

Mais, Trois-Ilets n'est pas une zone tendue. C'est la raison pour laquelle il s'est posé la question du pourquoi d'un taux d'imposition, mais comme il est identique à celui du logement secondaire, on se retrouve donc à l'identique. C'est pour cela qu'il s'est posé cette question.

Le Maire répond qu'il y a beaucoup de logements vacants, hormis les appartements vacants. Mais il y a beaucoup de logements vacants, ne serait-ce que dans le bourg, qui appartiennent à des iléens. Il n'y a qu'à regarder sur l'avenue principale le nombre de logements fermés qui ne sont pas loués.

Alors, certains demandent qu'ils soient reconnus comme insalubres. Mais quand la police dit que ce n'est pas le cas et que ces logements peuvent être loués, il n'est pas possible de leur donner une attestation d'insalubrité. Cela ne serait-ce que dans le bourg.

Comme il le disait précédemment pour la livraison de la canne à l'usine, on est dans un paradoxe dans ce pays. C'est celui qui fait l'effort que l'on pointe du doigt. Mais on n'a jamais dit que c'est lui qui fait l'effort, bien au contraire, on dit qu'il n'en fait pas.

Monsieur MENIL précise qu'il ne pointait pas du doigt telle ou telle catégorie.

Le Maire répond que le problème c'est que l'on ne peut pas faire de distinction de population. C'est la raison pour laquelle il a dit que le montant de la taxe est entre 900 et 1000 euros.

Certains sont venus le voir parce qu'ils ont eu à payer entre 300 et 400 euros de taxe d'enlèvement d'ordures ménagères, en disant qu'il n'y a personne dans la maison.

Sa réponse a été qu'il y a un choix à faire : soit le logement devient vacant et il y aura alors 984 euros à payer, soit continuer à payer les 300 euros de taxe d'enlèvement d'ordures ménagères. Il y a plusieurs personnes dans ce cas, et ils ont préféré continuer à payer la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères. L'un d'eux a déclaré que son fils habite la maison alors que ce n'est pas le cas, et la maison est vide.

Madame DOMERGE MAIKOOUVA : « Mais des fois, Monsieur le Maire, les logements ne sont pas forcément insalubres. J'ai entendu que vous avez dit insalubres. Il y a peut-être beaucoup de logements dans ces logements-là qui ne sont pas aux normes pour être habités ou loués, parce que surtout que dans... Enfin, je pense que M. MENIL pourra me répondre là-dessus pour mon information personnelle. Je sais que maintenant, pour louer ou même quand on achète un logement, on nous demande un document. Comment ça s'appelle ? Le DPE entre autres. Alors, ce qui fait qu'il y a tout ça qui fait que ces logements-là, ils ne sont pas forcément insalubres, ils ne sont peut-être pas aux normes pour permettre aux propriétaires de le louer. Il faut le mettre d'abord aux normes, que ce soit pour l'électricité, le réseau d'eau et tout ce qui est nécessaire à un bon fonctionnement pour permettre à la personne d'avoir... ».

Le Maire précise que la police écrit tout cela pour que les services des impôts puissent exonérer... (Intervention hors micro) mais la police est avec le propriétaire, elle ne va pas comme ça. Quand ils reçoivent l'avis, il y en a qui payent et ne posent pas de problème. Et il y en a qui ne

veulent pas payer et qui font un écrit, parce qu'il faut déjà faire la demande. C'est ensuite transmis aux services fiscaux. Mais, il y en a qui font le choix de payer la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères alors que le logement est complètement vide.

Le Maire met ensuite aux voix les taux d'imposition qui sont votés à l'unanimité des membres présents.

15 - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 – COMMUNE

Sur invitation du Maire, Monsieur LOF procède directement à la présentation du Budget Primitif.

Pour l'exercice 2025, le budget s'élève en recettes et en dépenses à 16 606 182,50 € pour la section de fonctionnement et 10 910 002,75 € pour la section d'investissement, soit un total de 27 516 185,25 €.

La section de fonctionnement est en légère augmentation, plus 3,32 %, alors que la section d'investissement est en légère diminution de 9,62 %.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Recettes de fonctionnement

Les impôts et taxes - chapitre 73

En 2024 la ville avait prévu 5 784 700 €. Elle diminue légèrement ce chapitre à 5 720 000 euros en raison de la baisse des produits des amendes de police, puisqu'en 2024 il y a eu trois exercices d'un coup.

Fiscalité directe locale - chapitre 731

Le montant prévu est de 4 961 000 € en augmentation de 5,31 %. Une revalorisation sur les prévisions d'IDL permet d'inscrire ce montant en prévisions.

Dotations et participations - Le chapitre 74

Ce chapitre est revu légèrement à la baisse pour un peu moins de 0,89 %, en raison du versement non récurrent de la dotation générale de décentralisation pour les documents d'urbanisme. C'était une dotation ponctuelle reçue en 2024.

Les produits, services, domaines et ventes diverses - chapitre 70

Par mesure de prudence, ce chapitre est provisionné à hauteur de 183 710 € par rapport à ce qui a été exécuté en 2024. Il est en léger recul de 3,97%.

Autres produits de gestion courante - chapitre 75

Ce chapitre comprend le revenu des immeubles et les revenus versés par les fermiers et concessionnaires. La prévision retenue est en diminution de 42,56%, parce que ce chapitre avait enregistré en 2024 les indemnités d'assurance pour un sinistre camion et la machine à glace. Le montant prévu est de 317 600 € en 2025.

Opérations d'ordre de transfert entre sections - chapitre 042

Ce chapitre correspond aux travaux en régie et aux amortissements. Il est provisionné à 1 705 700 € sur la base du réalisé 2024.

Atténuation de charges - chapitre 013

Il est revalorisé légèrement à 24 000 € pour les JJSS, compte tenu de l'évolution de la pyramide des âges au sein de la collectivité.

Produits financiers - 76, produits spécifiques - 77 et reprises sur dépréciation des actifs circulants -78

Il s'agit de trois petits chapitres. Le chapitre 78 essentiellement est revalorisé, puisque les éléments transmis par le comptable public permettent d'inscrire 7 800 € en recettes. Ce qui donne une évolution du chapitre de 48,03%.

Résultat de fonctionnement reporté - chapitre 002

C'est ce chapitre qui a été voté précédemment. Il est 1 242 672,50 €, soit une forte augmentation par rapport à 2024.

Dépenses de fonctionnement

Ces dépenses s'élèvent à 16 606 182,50 €.

Le chapitre 011 – Charges à caractère général est en légère diminution de 8 085 euros. Les dépenses courantes sont maîtrisées. Le montant prévu est de 4 748 115 € en légère diminution de 0,17%.

Les charges de personnel également connaissent un recul de 4%, soit 306 212 €. Le montant prévu s'élève à 7 341 788 €.

Les autres charges de fonctionnement (chapitre 65) sont ramenées à 1 692 900 € puisqu'il n'y a pas d'opération de régularisation prévue en 2025. Cela permet de récupérer 420,770 €.

Le chapitre 66, charges financières, est en augmentation de plus de 32% pour couvrir les intérêts de l'ensemble des emplois débloqués, de la ligne de trésorerie ainsi que du nouvel emploi à solliciter pour couvrir les investissements de l'année. Le chapitre est doté de 303 600 € en 2025.

Le chapitre 014 lié au dégrèvement de THLV, est maintenu à hauteur de 11 000 € sur la base de ce qui avait été fait en 2024.

Le chapitre 67 lié aux annulations de titres sur exercices antérieurs est fortement doté à hauteur de 111 200 € en prévision de deux remboursements demandés par l'état, une taxe additionnelle de droits de mutation 13 1200 €, et une subvention d'aide à la construction durable de 74 100 € (il y a des recherches à faire, les crédits sont prévus mais c'est pas sûr que la ville reverse) et ainsi que la contribution DILICO mise en place par la dernière loi de finance, ponction de l'État sur les collectivités dont le montant a changé il y a deux jours peut-être.

Le DGS explique que dans le cadre de la M57, la ville doit communiquer les documents budgétaires 12 jours avant. A l'époque, elle avait reçu une notification à 23 000 €, et elle a reçu cette semaine une nouvelle notification à 37 000 €. Mais le budget était déjà établi et envoyé aux élus. Tout cela sera ajusté lors de la prochaine Décision Modificative.

Le Maire ajoute que l'État a voté dans la loi de finances que les collectivités doivent participer au remboursement de la dette française. Ils avaient déjà demandé 23 000 €, et demandent maintenant 37 000 €. C'est-à-dire que la commune des Trois-Ilets va participer au remboursement de la dette française à hauteur de 37 000 € pour l'année 2025.

Monsieur LOF reprend le cours de sa présentation en proposer de passer aux opérations d'ordre.

Le chapitre 042, pour les dotations aux amortissements, est provisionné à hauteur de 500 000 €.

Le chapitre 023, qui correspond à l'excédent de la section de fonctionnement destinée à financer la section d'investissement, s'élève à 1 897 479,50 €. Il est en forte augmentation grâce à la reprise en totalité des résultats de la section de fonctionnement.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Le budget proposé est en recul de 9,62 % à hauteur de 10 910 002,75 €.

Recettes d'investissement

Le Chapitre 70, FCTVA, taxe d'aménagement et excédents de fonctionnement capitalisé, est doté de 895 300 €, puisque pour les opérations en cours, la ville a consommé les excédents des années précédentes, ce qui explique qu'il y ait une variation aussi négative.

Le chapitre 13, subventions d'investissement, lui aussi, suite au dégagement de certaines subventions européennes est revu à la baisse à 3 617 223,25 €. La ville doit compenser cette baisse par de l'emprunt nouveau. Elle a prévu en 2025, 4 millions dont un million de reste à réaliser, le fameux million déjà perçu en janvier. Donc, le nouvel emprunt à souscrire en 2025 s'élève à 3 millions.

Le virement de la section de fonctionnement, chapitre 021, s'élève à 1 897 479,50 €, et les opérations d'ordre, chapitre 040, s'élèvent à 500 000 € pour couvrir les amortissements des investissements réalisés.

Dépenses d'investissement

Les dépenses prévues sont 10 910 002,75 €, et sont donc en contraction.

Les dépenses d'équipement baissent de 14,20% et s'élèvent à 6 157 949,72 €.

L'accent sera mis sur les deux plus grosses opérations à terminer, à savoir l'équipement multi-activités et l'avenue de l'Impératrice Joséphine. Ces opérations d'équipement s'élèvent en 2025 en prévision à 6 157 949,72 €.

Les autres dépenses d'investissement hors opération.

On retrouve ici :

- Le solde d'exécution de la section d'investissement reporté, qui était de 313 692,90 €.
- Les opérations de transfert entre sections pour les travaux en régie dont le montant prévu en 2025 est de 1 205 700 €.
- Les dotations fonds divers et réserves, le chapitre 10 qui est provisionné 10 000 € pour l'exercice 2025.
- Les subventions d'investissement en dépenses : ce chapitre enregistre la subvention versée par la ville à l'Espace Sud, dans le cadre de l'attribution de compensation.
- Les emprunts : Il s'agit là des remboursements d'emprunts qui sont revalorisés, puisque plus élevés. La provision pour le capital s'élève à 330 000 euros en 2025.
- Le chapitre 20, Immobilisations incorporelles, qui comprend les études pour les opérations, et est doté de 81 931,64 €, essentiellement pour les études liées au glissement de terrain de Beaufond.
- Les immobilisations corporelles, hors opération, pour lesquelles la dotation de l'exercice s'élève à 1 597 222,49 €.
- Le chapitre 23, Immobilisations en cours : La ville a une réserve pour les demandes de révision et de revalorisation sur les opérations en cours. Pour certains marchés, des

entreprises sollicitent des revalorisations, et donc, la ville a provisionné des crédits par prudence. Des négociations sont actuellement en cours

- Les immobilisations financières, à savoir le portage du terrain de Vatable, pour lequel il est prévu deux échéances toujours dans le cadre du rattrapage des années où il n'y avait pas eu de règlement.

Donc en conclusion, le Total du budget s'élève à 27 516 185,25 € dont 16 606 182,50 € pour le fonctionnement et 10 910 002,75 € pour l'investissement.

Le Maire rappelle que ce budget 2025 devrait permettre de finir les deux grosses opérations, continuer les études sur les écoles, pour ensuite partir sur la grosse opération du plateau scolaire et les EAT, équipements et aménagements touristiques.

Il demande ensuite s'il y a des questions.

Monsieur SAINTE-ROSE rappelle que lors du dernier conseil municipal, il avait été voté 3 414 839 € pour la participation de la commune au centre multi-activités. Il souhaiterait donc comprendre pourquoi est-ce l'on retrouve 2 859 000 € au budget prévisionnel.

Le Maire explique que le plan de financement intègre aussi bien ce qui a déjà été dépensé en 2024 et ce qui sera dépensé en 2025. Il s'agit donc d'un plan de financement de rattrapage de 3 millions et quelques. Pour se rattraper, la ville a récupéré des sommes un peu partout et a fait une demande de transfert à la CTM, ce qui fait 3 millions et quelques.

Mais dans les 3 millions, il y a aussi les dépenses de 2024. Il s'agit de rattrapages. La ville a payé des sommes qui vont être couvertes par des transferts de subventions. Les 3 millions qui sont passés au dernier conseil municipal, c'est pour transférer des crédits.

On ne retrouve pas non plus la même somme sur l'avenue de l'impératrice Joséphine. Même si la ville a déjà payé, elle demande à la CTM de transférer des crédits sur les opérations. Et ces arrêtés-là ne sont toujours pas arrivés.

C'est pourquoi ça fait trois millions au lieu de deux. Là, 2 859 000 € sont prévus pour solder l'opération. C'est le montant des marchés actuels qui restent à payer pour finir les travaux.

Mais dans les 3 millions, il y a ce qui est déjà payé en 2024. La ville recherche en fait des co-financeurs en lieu et place de l'Europe. D'autres demandes de co financement sont faites sur ces deux opérations. Particulièrement sur le centre multi-activités c'est le CCT et le FEI. Pour le FEI, le sous-préfet a demandé 600 000 € et en CCT la ville demande un million. Voilà pourquoi c'est différent.

Sur l'avenue de l'Impératrice Joséphine il resterait à payer 752 723 euros et la ville a déposé une demande de 1 million et quelques de transferts de subventions. C'est vrai que l'on ne retrouve pas exactement les mêmes chiffres. Ce n'est donc pas toujours évident.

Le Maire demande s'il y a d'autres questions puis met aux voix la proposition de Budget Primitif de la ville qui est votée à la majorité moins trois abstentions.

17 - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2024 – PORT DE PLAISANCE

Sur invitation du Maire, Madame HIERSO procède à la présentation du rapport.

Le résultat d'exploitation de l'exercice budgétaire 2024 a dégagé un excédent de 144 477,44 euros qui traduit une gestion maîtrisée des ressources du port.

Conformément aux règles de la comptabilité publique, cet excédent est affecté en section d'exploitation. Cette affectation vise à renforcer la capacité d'autofinancement de la régie portuaire tout en assurant la continuité des services et la couverture des imprévus liés à l'exploitation.

Le Mair souligne le fait que la démarche soit identique à celle de la ville, à savoir mettre la totalité du résultat dans la section d'exploitation (fonctionnement pour la ville mais c'est la même chose),

Il demande ensuite s'il y a des questions puis met aux voix la proposition d'affectation qui est votée à l'unanimité des membres présents.

18 - VOTE DU BUDGET ANNEXE 2025 - PORT DE PLAISANCE

Sur invitation du Maire, Madame HIERSO procède à la présentation du rapport.

Le budget annexe du Port de plaisance de la Marina Pointe-du-Bout s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 632 117,44 € pour la section d'exploitation et à la somme de 589 273,88 € pour la section d'investissement.

Le budget de la section d'exploitation augmente par rapport au budget annexe de 2024 de 6 269,64 €, soit de 1 %, et celui de la section d'investissement augmente par rapport au budget annexe de 2024 de 182 217,85 €, soit de 45 %.

Au total, le budget annexe de l'exercice 2025 enregistre une augmentation de 188 487,49 euros, soit de 18% par rapport au budget de l'année précédente. Ces augmentations sont justifiées par le report du résultat d'exploitation de 2024 de 144 477,44 € qui vient d'être voté pour l'investissement, des restes à réaliser de 85 885,85 € et du solde d'exécution reportée de 221 695 euros.

Ce budget est consacré pour 52% à l'exploitation et pour 48% à l'investissement.

Madame DOMERGE MAIKOOUVA intervient à nouveau pour signaler une différence entre ce qui est présenté à l'écran et ce qui figure sur le rapport remis aux élus, afin que le PV le notifie.

Madame HIERSO le confirme et explique qu'il s'agit d'une inversion sur le titre des colonnes. Elle reprend ensuite le cours de sa présentation.

SECTION D'EXPLOITATION

Recettes d'exploitation

Les recettes d'exploitation sont celles qui sont nécessaires au fonctionnement courant du port, c'est-à-dire les redevances, les prestations de services et des dépenses, comme les consommables, l'énergie, les fluides, la fourniture, les frais de télécommunication, l'entretien du patrimoine, les impôts, taxes et les charges de personnel.

Les principales recettes proviennent des redevances des usagers et des navires de passage pour un montant de 434 140 €.

Le budget se maintient par rapport à l'année précédente. Toutefois, les efforts sont orientés vers une augmentation du passage et une optimisation des places de port.

Dépenses d'exploitation

Les charges de personnel sont le poste le plus important avec un montant de 365 800 €, soit 58% des charges d'exploitation. Ce poste enregistre une petite augmentation de 3 990 €, soit de 1,10%.

Les charges à caractère général enregistrent une diminution de 5,94%.

Les orientations de 2025

Les principaux objectifs de 2025 sont :

- La recherche d'une assurance,
- Les travaux sur les infrastructures portuaires avec des travaux d'entretien des pontons,
- Le rajout des anodes,
- La réfection de la clôture.
- Et en termes de communication et animation, la création du site internet, le renforcement de la signalétique, et des événements comme le tournoi de pêche et le boat show.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Concernant les investissements, il y a un reste à réaliser de 85 885,85 € qui correspond aux travaux qui ont été commandés et qui sont finalement réalisés. Mais, il reste aussi une partie de frais d'études pour le chantier du ponton B1.

Le projet de rénovation du ponton B1 est inscrit dans le budget 2025 en opération d'équipement numéro 10 pour la somme de 205 000 €.

subvention d'investissement d'un montant de 112 800,72 € pour l'État et 112 800 € pour la CTM, est inscrite au budget primitif 2025 au titre du contrat de convergence et de transformation signée le 28 juin 2021 et prolongée récemment en septembre 2024 pour l'opération réhabilitation du ponton du Port de plaisance de la Marina des Trois-Ilets. La fin du contrat est portée au 31 décembre 2025 et les travaux devront être terminés pour ce qui est de ce ponton.

Les autres recettes d'investissement sont constituées du virement à la section d'exploitation de la somme de 104 007,44 € et de l'opération d'ordre de transfert entre sections pour 37 970 €.

Les dépenses d'investissement s'élèvent globalement à 589 273,88 € et comprennent les frais d'études et les travaux sur la marina, comme indiqué dans les orientations de 2025.

Conclusion

Le budget annexe du Port de plaisance, qui est soumis à l'assemblée pour un montant de 1 221 391,32 €, est équilibré par section en dépenses et en recettes.

Le Maire ajoute qu'il faut préciser aux élus que seul l'investissement B1 est programmé dans ce budget. L'opération 10, B1 et l'opération 11, B2 pourraient être toutes les deux réalisées d'ici la fin de l'année 2025, si la ville obtient les fonds européens et autres qui ont été demandés, et si toutes les études sont terminées.

Donc l'investissement B2 n'est pas prévu dans le budget 2025 parce qu'il manque aujourd'hui des confirmations de subventions, ainsi des études complémentaires dans le cadre de la loi sur l'eau qui ont été demandées en raison de la caducité d'un document, et d'une nouvelle demande redéposée par ANTEA auprès de la DEAL dans le cadre de la loi sur l'eau.

Par ailleurs, l'étude technique doit permettre de confirmer s'il faut de 3 ou 4 pieux pour ces deux pontons flottants sur pieux fixes, ce qui n'est pas encore déterminé pour l'instant. Ce sont donc les études complémentaires qui détermineront cette opération.

Cela résulte du fait que dans un premier temps, il n'était question que du rechemisage du ponton B1, qui coûtait entre 250 000 et 300 000 €.

Après, études complémentaires du fond demandées par ANTEA, avec SOMATRA, CO, ceux qui ont plongé se sont rendus compte qu'il fallait enlever les pieux. Les pontons ne pourraient pas tenir avec un rechemisage, et il vaut donc mieux les reconstruire.

C'est une opération qui va coûter à peu près un million d'euros avec quatre pieux posés en quinconce, c'est-à-dire en zigzag pour le maintien. Mais les études sont en cours, et ce dossier reviendra au Conseil municipal, lorsque la ville obtiendra les arrêtés de subvention, et la programmation Europe.

Madame HIERO précise que c'était le plâtrage qui coûtait les 250 000 €, puisqu'il était initialement prévu de garder les pieux. La simulation d'un rechemisage avait été réalisée pour éviter que la ville ait à refaire les pieux, mais l'état de corrosion, à plus de 70%, rendait impossible tout nouveau rechemisage.

Le Maire conclut qu'il vaut mieux donc aller vers plus de sécurité et repartir pour 50 ans. Pour information : la Marina a 50 ans, 1974-2024.

Le Maire demande s'il y a des questions puis met aux voix la proposition de budget du Port de plaisance qui est votée à la majorité moins trois abstentions.

19 - MODIFICATION DES TARIFS DES REDEVANCES PORTUAIRES

Sur invitation du Maire, Madame HIERO procède à la présentation du rapport.

L'objectif de la révision tarifaire est d'assurer un équilibre économique cohérent avec l'évolution des usages et des services qui sont offerts à la Marina.

L'optimisation des recettes portuaires doit permettre à la régie de poursuivre ses efforts en matière de modernisation des installations, tout en maintenant un niveau d'accueil satisfaisant pour l'ensemble des plaisanciers, dont les attentes évoluent, elles aussi.

Après 9 ans de la précédente, la révision devient une nécessité face à l'augmentation constante des coûts de fonctionnement et d'investissement qui ont été présentés.

Dans le cadre de cette révision, deux propositions d'augmentation tarifaire sont présentées : les tarifs annuels et les tarifs de passage.

Les tarifs annuels

Après une étude comparative des différents tarifs proposés sur les autres marinas en Martinique et en Guadeloupe, il ressort que la Marina de la Pointe-du-Bout est très compétitive finalement, en termes de prix, et dispose d'une marge de manœuvre pour améliorer ses revenus.

Les tarifs de la Régie n'ont pas bougé depuis 2016, où il y a eu une augmentation de 10%. Une modification a été portée en 2021 et elle a consisté à facturer au réel les fluides eau-électricité, tout en offrant une remise tarifaire de 2% du coût de l'électricité aux plaisanciers résidents pour accompagner la nouvelle tarification.

Pourtant, pendant ces 9 ans, les coûts n'ont cessé d'augmenter.

Les salaires ont été révisés. Le point d'indice a régulièrement augmenté depuis janvier 2017, et est passé de 9,75 points à 11,70, soit 20% d'augmentation.

Les charges de fonctionnement ont augmenté, avec notamment :

- des travaux récurrents et nécessaires pour l'entretien des pontons B1 et B2 qui sont très dégradés puisque la ville est obligée de les refaire. Le D a été entièrement refait.
- des travaux sur les pieux pour refaire ces deux pontons. Et une perte d'exploitation est prévue en 2025.

La Marina a aussi mis en conformité ses installations : mise en place de défibrillateurs, sanitaires améliorés, signalétique, extincteurs... Le bâti est ancien et doit faire l'objet d'interventions régulières.

Le coût de l'électricité ne cesse d'augmenter, avec plus de 19% entre 2022 et 2024.

Le port doit aussi de se conformer à la nouvelle organisation du travail avec 18 dimanches maximum pouvant être travaillés par an et par agent, ce qui va l'obliger de procéder à un remplacement avec une société de gardiennage.

Et enfin le matériau utilisé pour les pendilles et les chaînes au fond de l'eau est de moindre qualité et génère un renouvellement plus fréquent.

Il est donc proposé d'augmenter les tarifs des redevances de 10% ou de 13% au choix du Conseil selon les grilles comparatives des marinas.

Il est aussi proposé de réviser les tarifs des fluides.

Pour information, l'équipe a constaté un déficit d'encaissement, en tous les cas de facturation au niveau de l'électricité, puisqu'aujourd'hui les frais d'électricité d'EDF coûtent 32 centimes le kWh alors que le port le facture aux plaisanciers 30 centimes. La demande est qu'elle puisse revaloriser ce prix à 36 centimes le kWh comme c'est aujourd'hui le cas au Marin.

Même chose pour l'eau, où le prix pourrait passer à 8 euros le m3. Le Marin est à 9 euros et le port à 7 euros aujourd'hui.

Même si les tarifs et le calcul des prix sont vraiment différents d'une marina à l'autre, un comparatif a quand même été réalisé avec les tarifs des autres marinas.

A titre d'exemple, aujourd'hui, pour un monocoque de 12,50m la Pointe du Bout est à 340,96 euros par mois. Avec une augmentation de 10% le prix passe à 375,06 €, ou à 385,28 € si l'on passe à 13%, sachant que la marina du Marin est à 415,39 €, la marina de Saint-François à 783,75 €, et l'étang Zabrico à 266,83 €.

Il faut néanmoins tenir compte du fait que le fonctionnement de la marina de l'étang Zabrico, n'est pas comparable avec celui de la Pointe-du-Bout qui supporte tous les coûts liés aux travaux et à l'entretien du site. A l'étang Zabrico, la CACEM soutient le financement des travaux du port et leur politique tarifaire s'en ressent.

Le comparatif le plus juste est celui avec la marina de Saint-François qui fonctionne sur le même modèle de régie et qui dispose d'une configuration très similaire à celle de la Pointe du Bout avec 220 places de port dans un environnement touristique. L'écart de prix, même s'il est ajusté à 100 mètres carrés de surface, est quasiment doublé.

Remarque : le même comparatif a été présenté aux élus pour les multicoques avec ces mêmes ratios d'augmentation de 10 et de 13%.

Madame HIERSO rappelle que la marina de la Pointe du Bout n'a quasi pas de place de monocoque. Il n'y en avait qu'une, et le port s'est arrangé, en mettant côte à côte des places de passage, pour pouvoir en créer deux autres. Ce qui fait que la marina peut accueillir jusqu'à 3 catamarans de passage à la pointe du bout. C'est très apprécié et très demandé, et peut justifier d'une augmentation tarifaire sur le passage.

Tarifs de passage

Concernant les tarifs de passage, la tarification peut être réajustée puisque la demande de passage grimpe grâce aux inscriptions sur le portail de réservation Navili.

C'est un emplacement de choix aujourd'hui pour les plaisanciers, dont l'environnement touristique est particulièrement apprécié. Sa petitesse et l'impossibilité d'augmenter le nombre de places, et donc sa rentabilité, imposent une révision à hauteur des nécessités d'amélioration et d'adaptation de ses services.

La flexibilité tarifaire peut être une solution comme le fait par exemple le Marin. Avec l'augmentation des prix, ils peuvent apporter un début de réponse qui devra de toutes les façons être adapté au fur et à mesure des observations du flux et de la rentabilité.

Donc, la proposition ici est d'augmenter les prix de 15% pour les monocoques et de 20% pour les multicoques. La flexibilité donc serait de proposer une tarification plus importante sur les deux premières nuits avec 20% d'augmentation sur le tarif proposé, comme le fait d'ailleurs le Marin.

Il s'agit d'imposer ce temps de séjour de deux nuits minimums à la marina. Cela fait des frais tout de suite, puisqu'il faut gérer la réservation, placer le bateau, accueillir sur le plan d'eau, distribuer l'eau, l'électricité, etc. Et si l'utilisateur le veut, il va utiliser les pontons, l'amarrage, toutes les installations.

Tout cela est mis à disposition sur un temps très court. Cela représente un coût en entretien qui justifie que l'on puisse faire une proposition de 20% sur ces deux premières nuits.

Les autres propositions sont les suivantes :

- Proposer des remises tarifaires en fonction de la durée de séjour du plaisancier. Aujourd'hui, celui qui passe sept jours en paye six, et celui qui passe un mois paie 16,30 et quelques jours. Il s'agit là de s'ajuster là aussi sur ce qui est pratiqué au Marin qui fait 40% de remise, ce qui correspond à 18 jours facturés pour un mois de séjour.
- Instaurer une caution pour les personnes qui voudraient utiliser le matériel du port qui est demandé par les plaisanciers.
- Sur le tarif de passage, proposer la suppression du tarif semestriel, que la marina estime pouvoir être réservé finalement aux plaisanciers annuels. Cela veut dire que la marina facturerait au mois sans remise semestrielle pour les plaisanciers de passage. Elle supprimerait aussi une grille qui est le tarif non habité, qui finalement ne correspond pas au passage, puisque logiquement, les bateaux doivent être habités, même si c'est vrai que sur la saison cyclonique, les plaisanciers ont tendance à laisser leur bateau à la marina avec un gardiennage et quitter le territoire.
- Pour ce qui est du tarif de l'eau, proposer pour le passage le tarif à 2 centimes le litre, et non plus un prix au mètre cube.
- Procéder à une révision de la taxe de séjour, en passant de 22 centimes aujourd'hui à 66 centimes, comme cela se fait au Marin.

Le Maire reprend la parole et explique qu'une grille d'augmentation a été établie pour pouvoir compenser toutes ces charges nouvelles de la Marina. Cette grille a été proposée aux plaisanciers dans l'après-midi et votée à l'unanimité des représentants.

Donc ce qui est demandé au Conseil municipal c'est d'appliquer ce qui a été accepté par les plaisanciers. Ils ont déjà accepté plus 13% au lieu de 10%, ce qui n'est pas mal, et bien sûr d'autres services, puisque dans les marinas tout service rendu se paye.

Mais pour pouvoir appliquer ces tarifs, il faut que le Conseil municipal vote dans le même sens.

Le Maire demande donc aux élus s'ils ont reçu les tableaux, et s'ils ont des observations. Il confirme à Monsieur Sainte-Rose qui a posé la question, qu'un accord a déjà été pris avec les plaisanciers et que tout a été accepté par eux, le taux de 13% pour les monocoques et les 20% pour les multicoques...

Monsieur Menil demande pourquoi est-ce que les plaisanciers ont été sollicités, et pourquoi est-ce qu'ils votent.

Le Maire répond qu'il y a la loi et qu'il faut d'un conseil portuaire.

Monsieur Sainte-Rose ajoute que c'est très bien de discuter quand même avec les représentants.

Le Maire poursuit en expliquant qu'il ne s'agit pas uniquement du Conseil municipal, et que le Conseil portuaire doit donner un avis à la ville. C'est pourquoi il a été réuni le même jour du Conseil municipal. Mais, ils reçoivent les dossiers dans les délais aussi et ils connaissent les prix des autres marinas.

Monsieur Ponchâteau dit qu'il faut qu'ils trouvent de la place.

Le Maire acquiesce. La marina de la Pointe du Bout a 117 bateaux, et celle de Saint-François 220 bateaux mais les prix y sont très élevés. C'est vrai que c'est un port protégé avec une lagune, mais il n'est pas aussi bien placé que la Guadeloupe ou la Martinique.

Le maire met ensuite aux voix le dossier qui est voté à l'unanimité des membres présents.

Les nouveaux tarifs pourront donc être appliqués à partir du 1^{er} mai, même si comme l'a fait remarquer Madame Hierso, il faut tenir compte du temps de l'affichage (15 jours).

20 - AJOUT DE PRESTATIONS FACTURABLES A LA REGIE PORTUAIRE

Sur invitation du Maire, Madame Hierso procède à la présentation du rapport.

La Marina voudrait ajouter des services, car comme l'a dit le Maire, tout se paye à la Marina. Il s'agirait de proposer des services tels que :

- La conservation de paquets et la réception de colis qui deviennent payants.
- Le prêt d'une pompe pour un bateau qui a pris de l'eau. Si la pompe est accompagnée d'un agent (comme cela sera proposé), ce serait 10 euros de l'heure en journée, et 50 euros de l'heure la nuit. Si le plaisancier prête la pompe sans agent, ce serait 5 euros de l'heure avec une caution de 150 euros.
- Prêt d'adaptateurs à 2 euros par jour avec caution.
- Installation de marches pieds avec 10 euros de frais. Les bateaux sont placés avec l'avant sur le quai A. La marina a créé en régie des marches pieds qu'elle propose d'installer pour pouvoir descendre.

La marina propose aussi une revalorisation du tarif des glaçons à 3,50 euros parce qu'elle n'a pas de fonds de caisse et qu'il est aujourd'hui assez compliqué de gérer les petits centimes.

Le deuxième point, c'est l'ajout, en amont de la mise en place des mesures ISPS, d'une tarification pour l'escale des tenders des bateaux de croisière qui arrivent en baie des Trois-Ilets.

Ces mesures ISPS correspondent à la sécurité qui est en relation avec le Grand Port Maritime, et qui devra être mise en place à partir du moment où la ville dépasse plus de 10 escales de bateaux par an.

Cela correspond à un transfert de responsabilité de la sécurité du bateau. Aujourd'hui, c'est le bateau qui assure sa propre sécurité, et demain avec ces mesures, ce sera à la ville d'assurer la sécurité des plaisanciers qui sont à terre.

La Marina, globalement, dispose de pontons un peu plus adaptés en hauteur pour le débarquement des croisiéristes, d'un espace fonctionnel, de la vidéosurveillance, d'un ponton privatisé qui est refait à neuf.

Elle peut mettre à disposition des emplacements pour les stands d'accueil, Office du tourisme et croisiéristes. Elle peut proposer aussi dans sa prestation, des services tels que le wi-fi et les sanitaires pour l'équipage, l'accueil et l'assistance à la première escale et la pré-réservation de l'emplacement.

Pour les compagnies c'est plutôt avantageux puisqu'il n'y a pas de risque de houle et de désorganisation de l'escale. La Marina a d'ailleurs, à cause de la houle, déjà accueilli à la dernière minute des demandes qui étaient prévues sur le ponton de l'Anse-Mitan.

Il y a en plus la proximité de la navette, du shopping, des restaurants, des taxis, des bus, etc. pour les excursions.

Pour la ville, il y a des avantages certains. C'est une augmentation de la visibilité pour le port, une amélioration de l'accueil des visiteurs et de la satisfaction des croisiéristes, et une augmentation de la fréquentation au profit des commerçants des alentours, puisque en sortant de la Pointe du Bout cela ne donne pas le même effet que lorsqu'on arrive sur la plage.

Remarque : Madame HIERSO montre à l'écran quelques photos afin de donner une idée du rendu sur la marina (emplacement réservé aux tenders, installation du croisiériste Ilma ainsi que de l'office du tourisme avec leurs musiciens).

Pour pouvoir définir cette tarification, les agents se sont rapprochés de la ville des Anses-d'Arlet, qui pour le moment est la seule ville extérieure au Grand Port maritime à avoir mis en place les mesures de sécurité ISPS. Et ils appliquent les redevances suivantes :

- 30 euros de l'heure pour la sécurité. C'est un agent de sécurité qui coûte 26 euros de l'heure et qui prend en charge tous les aspects sécuritaires du navire, c'est-à-dire la fouille, le contrôle documentaire, le contrôle des bagages, et il tient un registre de sécurité.
- Demande de 3 euros par passager aux croisiéristes, dans le cadre de la convention de gestion des appointements entre la ville et la CTM.

C'est quelque chose qui de toutes les façons sera présenté en Conseil municipal pour la prochaine saison des croisières, puisque c'est une obligation à mettre en place.

La proposition de la marina est 4 euros par passager pour la mise à disposition de l'emplacement avec exclusion de certains passagers notamment les enfants âgés de moins de 4 ans, le personnel de bord, les agents de l'armateur qui voyagent pour des besoins du service et qui sont munis d'un titre de transport gratuit.

Il y a enfin un dernier point qui n'est malheureusement pas sur le rapport remis aux élus mais qui faisait partie du Conseil portuaire, à savoir une demande de révision du tarif des AOT.

« Espace Plongée », qui a un container installé sur le port depuis quelques années, avait demandé l'année dernière que lui soit attribué une tarification afin qu'il puisse se relier à l'eau et à l'électricité.

La ville lui avait appliqué un tarif de 35 euros le mètre carré. Il avait alors fait une demande en disant que c'était trop cher par rapport au fait que le terrain soit nu et qu'il n'y ait justement ni eau ni électricité.

Ce que peut proposer le port c'est une remise de 50% sur le tarif actuellement accordé pour les locaux couverts à savoir 40,43 euros le mètre carré, ce qui ferait un tarif de 20 ou 21 euros le mètre carré.

Ce tarif pourrait bien sûr être révisé par la suite selon l'activité effective qui sera menée, puisqu'à ce jour c'est un lieu de stockage.

Madame HIERO termine ainsi son intervention et remercie l'assemblée.

Le Maire ajoute qu'avec les plaisanciers le prix du m² a été arrêté à 20 €. Il revient ensuite sur la question des croisiéristes, pour confirmer que la ville prévoit de recevoir à nouveau les tenders. Le tarif prévu est de 4 € par passager, et pas par passager descendu, en dehors des enfants.

Monsieur SAINTE-ROSE demande à quoi correspondent les frais de gestion absence de sortie de bateau en contrat annuel avec +50 % à partir du 13^e mois.

Madame HIERO explique que ce sont des frais qui sont prévus au règlement portuaire qui a été mis au vote l'année dernière. C'est-à-dire que le port a régularisé l'ensemble des frais qui étaient prévus sur le règlement d'exploitation et qui n'étaient pas inscrits à la régie.

Donc ici, il s'agit de pénaliser clairement le plaisancier qui ne sort jamais, qui n'a pas bougé son bateau pendant un an.

Pour la marina, c'est aussi un moyen de sécuriser les embarcations qui occupent le port, puisqu'elles doivent toutes être en état de fonctionnement et doivent pouvoir quitter le port en cas de besoin.

Le port n'a aucune garantie qu'un bateau qui ne bouge pas soit entretenu. Donc, il peut représenter un risque.

Elle confirme à Monsieur SAINTE-ROSE qui a posé la question, que ce bateau aura une majoration de 50% sur sa redevance.

Le Maire ajoute qu'il y a cinq ou six bateaux dans ce cas, puis met aux voix cet ajout de prestations facturables qui est voté à l'unanimité des membres présents.

De nouveaux tarifs seront appliqués à la marina.

21 - QUESTIONS DIVERSES

Le Maire demande s'il y a des questions.

Monsieur SAINTE-ROSE voudrait poser une question importante en raison, comme tout le monde le sait, de la problématique d'arrêt des rotations des bateaux sur la commune. La conséquence est que quelqu'un qui quitte la ville aujourd'hui à 5h45 le matin, se retrouve dans des embouteillages monstrueux pour se rendre sur Fort-de-France.

Actuellement, il ne sait pas si le dialogue a été rompu, en tout cas il ne sait ce qui se passe, mais la population a besoin que ces rotations reprennent. Il souhaite donc savoir ce qui pourrait le permettre, à quel point la situation en est, et si c'est reparti pour six semaines de grève comme l'année dernière.

Parce qu'aujourd'hui, il a pu lire entre les lignes que l'ancien délégataire dit ne rien devoir aux salariés. Et on sait que c'est un point d'achoppement. Mais il n'y a pas que ce point d'achoppement. Il y a aussi la remise des bateaux qui n'a pas été faite dans les règles, comme cela devrait l'être quand on passe d'un délégataire à un autre.

Il souhaite donc savoir à quel point la situation en est, et comment s'en sortir. Ce n'est pas une interpellation adressée uniquement à Monsieur le Maire, parce que l'assemblée est composée des élus de la commune qui prennent aussi les transports, et qui peuvent donc être mal à l'aise par rapport à cela. Mais il faut pouvoir répondre aujourd'hui, savoir vers quoi est-ce que l'on va et si c'est vraiment parti pour un moment dur.

Le Maire répond ne pas savoir si l'on est parti pour un moment dur. Les agents se sont mis en grève dès le vendredi. La directrice de Martinique Transport en a été informée par courrier sur lequel il n'y avait pas encore véritablement de motif à ce moment-là, puisqu'ils disaient être en préavis de grève depuis le 15 janvier 2025, et le répétaient à tous les usagers de la navette.

Il les a donc reçus pour leur dire qu'il ne pouvait être légalement là que le lundi et pas avant, parce qu'il fallait régler un certain nombre de choses, et qu'il n'a accepté que parce que c'est un job de conseiller exécutif qu'aucun autre ne voulait.

Il se retrouve être en effet quasiment le vice-président de la CTM, (cette semaine encore Monsieur LETCHIMY est absent), et malgré toutes ses difficultés de santé et autres, il est obligé d'assumer, puisqu'il n'y a que deux signatures à la CTM.

Après avoir fait le tour des élus, il a accepté d'aider Monsieur LETCHIMY, parce que personne ne voulait du job, et parce que le président de Martinique Transport est le président de PCE. Hier c'était Monsieur MARIE-JEANNE qui n'avait pas délégué Monsieur BOUTRIN mais celui-ci faisait le rôle à un moment donné.

Là c'est différent. Ce n'est donc pas de gaieté de cœur qu'aujourd'hui les élus de Martinique ne souhaitent pas avoir la charge du transport en général. Les élus de la Martinique ne souhaitent pas avoir le transport, sauf ceux qui sont dans l'opposition qui peuvent dire ce la population voudrait entendre. Mais personne ne souhaite avoir ce type de job.

Il le leur a donc dit, cela s'est très bien passée la première fois, et ils ont été reçus le vendredi suivant.

Entretemps, il a dû prendre connaissance des éléments du dossier. Monsieur David ZOBDA était en effet le conseiller exécutif en charge du transport, et les conseillers exécutifs ne font pas de rapport en Conseil exécutif de ce qu'ils réalisent. Ils sont libres de leur portefeuille et il est impossible de savoir ce qui se fait. Les informations lui ont été alors données au fil de l'eau, parce qu'il assume en même temps son portefeuille, puisque rien ne lui a été enlevé.

Contrairement à ce qu'ils lui ont dit, il a d'abord rencontré Monsieur CONCONNE qui était prêt à donner tous les éléments comptables permettant de justifier de ce qu'il aurait payé ou pas à ses employés sur les salaires du mois de juin.

Il aurait fait en effet la fiche de paye au 30 juin 2024 avec ce qu'il leur a versé, à savoir un million cent et quelques mille euros provenant de la CTM, parce qu'en fait c'est de l'argent public.

A ce moment-là, il y a eu des rappels parce qu'ils ont demandé à être à la convention GASPE, ce qui leur a été accordé sans aucun problème.

Ces rappels représentent sept cent et quelques mille euros pour plusieurs choses, dont 300 000 € parce qu'ils auraient contrôlé les tickets, et aussi parce que les relations avec Monsieur CONCONNE sont difficiles. Aujourd'hui 300 000 € de l'argent public ont été donnés à des personnes à cause de relations difficiles.

Il faut donc savoir si Monsieur CONCONNE a véritablement versé ces 1 100 000 € bruts. Comme il le leur a dit, c'est Blue Line leur employeur et pas Martinique transport. La CTM sert d'intermédiaire entre les deux, entre Monsieur CONCONNE et eux.

Il recherche donc maintenant à joindre Monsieur CONCONNE afin d'avoir le maximum d'éléments permettant de savoir si oui ou non ces 1 100 000 € leur ont été versés. Ce dernier a dit qu'il ne sera pas là, mais que ses services financiers sont là pour aider ceux de Martinique Transport à contrôler, faire des fiches par salarié afin de savoir si effectivement ils ont tout reçu ou pas. Ce contrôle est en cours depuis lundi.

Sur le volet sécurité, il a tout fait avec eux, point par point. Et avant que tout ne soit terminé et qu'il leur annonce ce qui allait être fait sur le plan financier, l'agent l'a informé de ses échanges avec Monsieur ZOBDA parce qu'ils travaillent le dimanche. Il a arrêté ce dernier en lui demandant qu'ils puissent d'abord en finir avec leur plate-forme revendicative pour être reçus par la suite. Ils ont eu l'air mécontents et sont partis.

Ils ont obtenu environ 252 000 € de leur nouveau patron, dans le cadre de négociations annuelles NAO. Ce n'était pas obligatoire mais ils l'ont obtenu. Et c'est une rallonge que la CTM devra encore faire à Martinique Transport au profit de Blue Line.

L'agent lui a dit que Blue line ne pouvait pas leur payer ces 252 00 €. Il lui alors répondu qu'il n'a pas dit que la CTM ne paiera pas cette somme, que c'était quelque chose d'actée pour lui mais qu'il en informait le Conseil d'Administration. C'était prévu pour ce mardi, mais dans la mesure où il ne pouvait pas s'y rendre, c'est Monsieur Jean-Claude DUVERGER, le vice-président, qui en a eu la charge.

Il faudra passer ce dossier dans une autre commission, puis signer un avenant avec la société afin de pouvoir leur verser ces 252 000 € dans le cadre de la NAO.

Madame MOUTAMALLE dit ne pas comprendre ce qu'ils demandent parce que cela a été signé avec eux et c'est l'entreprise qui a signé, et c'est l'entreprise, et non le représentant syndical, qui doit maintenant renvoyer un document à la CTM disant qu'il faut d'un avenant. La CTM veut cependant bien l'entendre, mais c'est dans le cadre de la NAO.

La collectivité devra donc pouvoir encore donner 252 000 € de plus. C'est un dossier de 8 millions d'euros par an pour 1 200 000 € de recettes prévisibles.

Monsieur SAINTE-ROSE intervient ensuite pour dire que la deuxième question c'est quand même sur le nombre de bateaux...

Le Maire répond qu'il a déjà abordé le sujet avec eux, et qu'il ne reviendra pas dessus. Il leur a remis une lettre du Maire des Trois-Ilets, un rapport de la police municipale des Trois-Ilets, une lettre au Préfet, une lettre au Maire de Fort-de-France, une lettre au Directeur de la police nationale pour tout ce qui concerne aussi bien Fort-de-France que Trois-Ilets.

Il ne voit donc pas ce qu'il peut leur donner de plus. Comme il le leur a dit, il y a le projet d'un autre ponton complètement sécurisé dédié au transport maritime. Un appel d'offres a été lancé, et la remise des plis aura lieu à la fin du mois d'avril. Il y aura la Commission d'Appel d'Offres. Les plis seront ouverts et pour qu'il n'y ait pas de dépenses inutiles de Martinique transport, ils seront reçus avec leur patron afin qu'ils soient informés de ce qui sera fait.

Monsieur SAINTE-ROSE met de côté la problématique des salariés pour revenir sur celle des bateaux. L'idée c'était de savoir aussi ce qu'il en est pour les bateaux, parce qu'il y a une grosse problématique sur le nombre de bateaux en navigation, sachant que l'ancien délégataire devait les remettre en état. Et aujourd'hui, il n'y en a que deux et demi.

Le Maire répond par la négative et dit que l'on rentre dans ce qui ne regarde pas un agent. C'est exactement la même chose pour l'eau du Sud. Ils lui disent la même chose que lui dit le comité citoyen. L'Espace Sud n'a pas posé un tuyau en 2023 et il lui est reproché le fait que l'ancien président du SICSM n'ait pas posé de tuyau. C'est exactement la même chose.

Ce qui devait être fait par Monsieur CONCONNE ne l'a pas été. Maintenant c'est dans les différents rapports annuels que l'on devrait constater que ce travail n'a pas été fait.

Ceux-ci n'ont pas encore été consultés, mais il ne peut pas en 10 jours faire le travail de 4 ans, de 10 ans des autres élus. C'est dans les rapports annuels que le contrôle ce qui a été fait ou pas, doit être réalisé. Cela n'a encore pas été fait. En pareil cas, il demande donc ce qu'il peut faire. Les travaux, ce qui a été demandé, n'ont pas été fait et maintenant c'est à reprendre.

Il ne sait pas si c'est parce que c'est lui, mais Monsieur CONCONNE a dit aux employés qu'une fois le contrôle de ce qu'il a payé ou pas sera fait, s'il doit payer quelque chose il le fera en versant l'argent directement à Blue Line. (Tout ce qu'a dit ou écrit Monsieur CONCONNE, il (le Maire) l'a sur son portable).

Et à lui, Monsieur CONCONNE dit que son rapport annuel au 30 juin 2024 sera remis lorsque tout cela sera terminé. Le Conseil d'administration de Martinique Transport pourra l'analyser comme il se doit.

Concernant les bateaux, aujourd'hui la CTM par l'intermédiaire de Martinique Transport a versé à Blue Line, sous forme de provisions, 2 millions et quelques euros pour la remise en état des bateaux. L'entreprise a fait des réparations, et sur 7 bateaux au total, il y en a actuellement quatre en état de fonctionner, soit trois sur l'eau et un de réserve, et trois en réparation.

Pour information : A un moment donné, l'agent lui disait qu'il n'y en avait que deux et demi parce que le trajet Trois-Ilets bourg est dégradé, mais le Maire l'a interrompu en lui disant que c'est quand même un bateau.

Trois autres bateaux seront prochainement livrés, un au mois de mai, le second en septembre et le troisième en décembre. Par ailleurs, deux bateaux hybrides ont été commandés et seront livrés en 2026, et ce toujours à la charge de la CTM.

Monsieur SAINTE-ROSE dit que lorsqu'il avait posé la question aux Affaires Maritimes à l'époque de la problématique, depuis la période ZOBDA donc, la réponse a été que les élus ont demandé cette compétence, qu'ils l'ont et que c'est à eux de s'organiser. En l'état, ils ne peuvent pas encore intervenir sur cette compétence.

Après quelques échanges confus sur la nature de cette compétence, Monsieur SAINTE-ROSE précise qu'il s'agit de la compétence de l'autorité unique du transport, et que c'est de ce dont il dit que c'est une compétence des élus.

Le Maire répond à son tour qu'avoir une compétence ne veut pas dire dépenser à tort et à travers. On dépense ce que l'on a, pas ce que l'on n'a pas.

Monsieur SAINTE-ROSE le conçoit, mais dit qu'au-delà de tout cela, il a l'impression comme il le lui avait déjà, que les contrôles n'avaient pas été faits dans la période où ils devraient l'être. Et d'ailleurs, l'AMO l'avait souligné. Maintenant, ce n'est pas Arnaud RENE-CORAIL qui doit prendre les problématiques de derrière, ça c'est clair, mais aujourd'hui il faut voir comment sortir de cela et où l'on va, sachant que cela fait un an que cela dure.

Le Maire répond que l'on sortira de cette situation. Et après des échanges inaudibles car simultanés, il dit que c'est une population martiniquaise qui veut du transport maritime. Dans cette population, il y a aussi ces employés qui sont sur Blue Line. C'est leur emploi. S'ils ne veulent pas de transport maritime, ils n'en veulent pas. S'ils sont toujours à vouloir, il ne sait quoi ils ont un employeur qui n'est pas Martinique Transport. Ils ne peuvent pas déposer de préavis de grève auprès de Martinique Transport. Ils ne peuvent le faire qu'à Blue Line. La CTM est en relation avec Blue Line, et il veut bien recevoir ces personnes et leur servir d'intermédiaire.

Monsieur SAINTE-ROSE demande si cela veut dire qu'il n'y a pas de porte de sortie aujourd'hui (suite échanges inaudibles).

Le Maire répond que personne n'a dit qu'il n'y a pas de porte de sortie. Il y en aura lorsque, à son avis, ils auront tous les renseignements financiers puisque c'est ce qu'ils lui ont demandé.

Monsieur SAINTE-ROSE rappelle que cela fait un an que la population attend cela. Le Maire lui rappelle à son tour qu'il vient d'arriver.

Monsieur SAINTE-ROSE lui répond qu'il préside cependant avec la même équipe, et exprime son inquiétude. Il trouve que c'est très inquiétant. Ce n'est une question de nouvelle ou d'ancienne gouvernance. Ce qu'il faut aujourd'hui c'est de dire comment sortir de cette situation.

Le Maire dit que l'on sortira de cette situation avec la volonté d'en sortir.

Après que Monsieur SAINTE-ROSE ait conclu que c'est un statu quo, il répète que si la volonté d'en sortir est là, on sortira de cette situation. Aujourd'hui ils ne sont pas en grève pour l'argent, ils sont en droit de retrait pour raison de sécurité.

Monsieur SAINTE-ROSE répond qu'ils sont en grève pour non-respect du protocole qui a été signé en juin.

Le Maire le conçoit mais rappelle qu'ils ont dit aux journalistes qu'ils sont en droit de retrait.

Monsieur SAINTE-ROSE en conclut qu'ils ont changé de cadre, que ce n'est pas ce qu'ils avaient dit, qu'il faudra clarifier tout cela et qu'il allait remonter vers eux dans ce but.

Le Maire, de son côté, dit vouloir bien clarifier tout ça.

Fin de séance : 22h 38min

Le secrétaire de séance,

David JEAN-BAPTISTE EDOUARD



Le Maire,

Arnaud RENE-CORAIL